



HAL
open science

La couverture médiatique des derniers mois de la bataille d'Alep par les médias français

Joanne Saade

► **To cite this version:**

Joanne Saade. La couverture médiatique des derniers mois de la bataille d'Alep par les médias français. Sciences de l'information et de la communication. 2017. dumas-03148764

HAL Id: dumas-03148764

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03148764>

Submitted on 22 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Master 1

Mention : Information et communication

Spécialité : Journalisme

La couverture médiatique des derniers mois de la bataille d'Alep par les médias français

Responsable de la mention information et communication
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Valérie Jeanne-Perrier

Nom, prénom : SAADE Joanne

Promotion : 2016-2017

Soutenu le : 12/06/2017

Mention du mémoire : Très bien

Remerciements :

J'adresse mes remerciements aux personnes qui m'ont aidée dans l'élaboration de ce mémoire.

En premier lieu, je remercie Madame Valérie Jeanne-Perrier, professeure de Sociologie des médias à l'École de journalisme du CELSA et directrice de ce mémoire. Je remercie également le journaliste Alain Ménargues qui a accepté d'être mon rapporteur professionnel et qui m'a grandement aidée.

Que les journalistes Georges Malbrunot, Ammar Rabbo, Karam Al-Masri, Anne Poiret, Hala Kodmani, Hervé Bar, Sammy Ketz, Franck Genauzeau, Omar Ouahmane, Régis Le Sommier et le chercheur Adam Baczko soient également remerciés pour le temps qu'ils auront bien voulu me consacrer en répondant à mes questions.

SOMMAIRE :

« Comprendre la manière dont les rédactions françaises ont travaillé sur les derniers mois de la bataille d'Alep »

Remerciements.....	2
Entretiens réalisés.....	4
Introduction : C'était Alep	5
I) ALEP À HUIS-CLOS ?.....	8
A) La Syrie : un terrain dangereux.....	8
B) Alep : entre autorisation contrôlée et interdiction.....	10
1- Rentrer dans les zones tenues par le gouvernement.....	10
2- Rentrer dans les zones tenues par l'opposition.....	13
C) Comment les rédactions françaises ont-elles fait pour s'informer sur Alep ?.....	15
1-L'Agence France Presse.....	15
2- L'OSDH.....	17
3- Sources locales et ONG.....	21
4- Les correspondants à l'étranger.....	22
D) Les limites d'un journalisme de « terrain de bureau ».....	23
II) LE DEFI DE L'ANALYSE.....	25
A) Complexité des acteurs.....	25
B) Honnêteté, transparence et humilité.....	30
C) Contrer propagande et désinformation.....	33
III) Une couverture critiquée.....	40
A) Critiques entre les journalistes. Faut-il aller sur le terrain ?.....	40
B) Critiques des médias.....	43
Conclusion.....	51

Entretiens réalisés :

Georges Malbrunot, grand reporter au *Figaro* (janvier 2017)

Ammar Rabbo, photographe franco-syrien (février 2017)

Anne Poiret, journaliste, documentariste pour *Arte* (avril 2017)

Hervé Bar, ancien chef du bureau de l'AFP à Idlib (Syrie), actuellement responsable du bureau de l'AFP à Casablanca (avril 2017)

Hala Kodmani, journaliste franco-syrienne à *Libération* (avril 2017)

Karam Al Masri, journaliste de l'AFP à Alep Est (avril 2017)

Omar Ouahmane, correspondant de Radio France à Beyrouth (avril 2017)

Sammy Ketz, directeur du bureau de l'AFP à Beyrouth (avril 2017)

Adam Baczko, doctorant, auteur du livre *Syrie, anatomie d'une guerre civile* (avril 2017)

Régis Le Sommier, grand reporter et directeur adjoint de la Rédaction de *Paris Match* (avril 2017)

Frank Genauzeau, chef du bureau de France 2 au Moyen-Orient (mai 2017)

Le 15 mars 2011, un mouvement de protestation éclatait à Deraa dans le sud du pays, après l'arrestation et la torture d'élèves, soupçonnés d'avoir écrit sur les murs d'une école que « *le peuple [voulait] la chute du régime* ». Cet événement a entraîné des mouvements de protestation, lourdement réprimés par le régime. Ce qui n'était qu'une insurrection est devenue une guerre civile impliquant des puissances régionales, internationales, des groupes djihadistes et provoquant des milliers de morts, des millions de déplacés et des kilomètres carrés de pays détruits.

La répression des mouvements de contestation a mis le feu aux poudres d'un pays qui était déjà fragilisé. « *Une partie de ce soulèvement a été celui de potentats ravis de se débarrasser d'une tutelle, celle d'un Etat « moderne » aux prétentions unificatrices qui n'ont jamais été acceptés* », explique Frédéric Pichon¹, historien. Les premiers à s'être soulevés contre le pouvoir de Bachar Al-Assad étaient les laissés-pour-compte présents dans la périphérie des villes, qui ont vu les inégalités s'accroître à cause de l'intégration de la Syrie à la mondialisation et du désengagement de l'Etat, qu'ils ont subi de plein fouet. Ce sont les campagnes et les périphéries urbaines qui se sont soulevées en premier. « *Si une partie d'Alep a pu tomber en août 2012, c'est pour des raisons externes : les rebelles, recrutés pour partie dans les périphéries rurales délaissées ont pris en quelque sorte leur revanche sur les citadins obligés de se réfugier dans les quartiers contrôlés par l'armée syrienne* »²

Depuis juillet 2012, Alep, la deuxième ville de la Syrie était le théâtre d'une bataille opposant les troupes de Bachar Al-Assad et ses alliés à différents groupes d'oppositions. Au fur et à mesure des années, les combattants ont évolué de chaque côté. L'armée de Bachar Al-Assad a reçu le soutien du Hezbollah libanais, mais également de milices étrangères venues de pays alliés tels que l'Iran, l'Irak ou la Russie. Du côté des rebelles, l'armée syrienne libre (ASL) qui n'a jamais vraiment réussi à se centraliser et à se coordonner a vu apparaître différents groupes d'oppositions qui se sont radicalisés au fur et à mesure de la répression.

¹ Syrie, pourquoi l'Occident s'est trompé, Frédéric Pichon, édition du Rocher, p 22

² Syrie, pourquoi l'Occident s'est trompé, Frédéric Pichon, édition du Rocher, p 31

L'organisation de l'Etat islamique a profité du chaos pour s'installer à Alep, avant d'être chassée par les rebelles vers d'autres villes du pays en janvier 2014. Depuis le 8 août 2016, la ville était partagée entre les rebelles dominés par des coalitions islamistes présentes à l'est de la ville (où se trouvaient 250 000 personnes), les forces loyalistes à l'ouest (où étaient réfugiées 1.2 million de personnes) et les kurdes de Syrie au nord d'Alep.

Les rebelles avaient commencé à reculer dès février 2016 dans le nord de la ville, cinq mois après le début de l'engagement des Russes aux côtés du régime de Bachar Al-Assad. Le 17 juillet 2016, les troupes loyalistes avaient coupé le dernier axe d'approvisionnement des rebelles, la « route du Castello ». ³

Le 22 septembre, Damas et Moscou avaient lancé une offensive majeure sur Alep. Le 15 novembre, après un mois d'accalmie, « *les quartiers rebelles [avaient subi] les bombardements les plus violents depuis deux ans, à coups de barils d'explosifs, d'obus et de roquettes* »⁴, qualifiés de « crime de guerre » par les occidentaux.

Le 26, 27, et 28 novembre, ce sont les quartiers de Hanano, Al Sakhour et Djabal Badro qui sont tombés, provoquant des milliers de déplacés. Le 12 décembre, un responsable militaire affirmait que « *l'opération [entrait] dans sa phase finale* ».

Mardi 13 décembre dans la soirée, un accord de cessez-le-feu sous la houlette de la Russie et de la Turquie (parrains respectifs du régime de Bachar Al-Assad et de l'opposition) a été décidé. 100 000 personnes étaient encore piégées sur un territoire de 5km². Le 15 décembre, les premières évacuations des quartiers rebelles d'Alep avaient commencé, s'achevant le 22 décembre, date à laquelle le président Bachar Al- Assad avait annoncé avoir repris entièrement le contrôle de la ville.

Ces événements ont été suivis par le monde entier, sur les réseaux sociaux et à travers les médias étrangers. La situation à Alep-Est et les témoignages d'habitants sur place ont fait l'objet de nombreux articles, reportages voire de Unes, alors même qu'aucun journaliste français n'était sur place. Depuis 2013, les rédactions françaises ont décidé de ne plus envoyer d'équipes en Syrie compte tenu des risques sécuritaires trop importants. Exception faite, lorsque les journalistes sont « embedded » (c'est-à-dire « embarqué », intégré, pris en charge)

³ Voir carte en Annexe

⁴ « Alep, une ville au cœur de la guerre en Syrie » (ladepeche.fr/23/12/2016)

par le gouvernement ou des organisations non gouvernementales. Depuis septembre, plusieurs journalistes français ont pu accéder aux zones détenues par les troupes loyalistes à Alep, Valérie Crova (France Inter), Régis Le Sommier (Paris Match) ou encore Georges Malbrunot (Le Figaro). D'autres n'ont pas pu se rendre sur le terrain compte-tenu des propos qu'ils ont tenus envers le régime. Ils ont du s'informer grâce aux militants qu'ils connaissaient sur place.

Le conflit syrien dure depuis mars 2011, ce qui n'était qu'une protestation pacifique s'est transformée en une guerre civile regroupant de multiples acteurs dont les relations se font et se défont parfois d'un jour à l'autre, le tout, appuyé par les intérêts des pays voisins. Nous avons choisi de restreindre notre exposé aux six derniers mois de la bataille d'Alep (à partir de juillet 2016). Si les rebelles avaient commencé à reculer dès février 2016, c'est à partir de l'été que tout s'est accéléré.

A travers ce mémoire, nous avons cherché à comprendre la manière dont les médias français ont couvert les six derniers mois de la bataille d'Alep compte tenu la difficulté d'accéder au terrain, la complexité des acteurs présents dans ce genre de conflit, l'importance de la propagande issue de tous les côtés.

Pour tenter de répondre à toutes ces questions, nous avons rencontré de nombreux journalistes travaillant dans des médias différents : présents sur place à Alep-Est, Alep-Ouest, des correspondants présents dans les pays frontaliers (Liban et Israël) et d'autres qui ont été contraints de couvrir cette guerre depuis leur bureau.

I) Alep à huis-clos ?

Les journalistes sont devenus de véritables cibles en Syrie, par conséquent, depuis 2013 les rédactions n'envoient plus d'équipes sauf si celles-ci sont « embedded » par le régime syrien et les organisations non gouvernementales. Comment rendre compte de la situation à Alep lorsque l'on ne peut pas y pénétrer ou alors seulement de manière contrôlée ?



A- La Syrie : un terrain dangereux

Depuis 2013, les agences de presse internationales et les médias nationaux n'envoient plus de journalistes en Syrie, sauf lorsqu'ils sont « embedded » (c'est-à-dire « embarqués », intégrés, pris en charge) par le gouvernement ou des organisations non gouvernementales. Selon Reporter Sans Frontières, 211 journalistes et journalistes-citoyens ont été tués depuis le début de la guerre en Syrie, il y a six ans. « *Ces derniers sont pris en étau entre les forces du régime d'Assad et ses alliés, l'Etat islamique et une myriade de groupes djihadistes radicaux ainsi que les forces kurdes. Les tentatives d'intimidation, les arrestations, les enlèvements et assassinats sont communs et dressent un tableau macabre* », explique Reporter Sans Frontières sur son site.⁵ Avec 19 victimes en 2016 contre 9 en 2015, la Syrie est devenue le pays le plus meurtrier du monde pour les journalistes. Le pays est classé à la 177^{ème} place sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse en 2016.

Si des journalistes venus du monde entier ont été tués en Syrie, les journalistes français paient particulièrement un lourd tribut. Sur l'ensemble des reporters français tués depuis 2012, la majorité sont morts en Syrie : Gilles Jacquier, Rémi Ochlik et Marie Colvin en 2012 à Homs, Nassim Terreri à Darkoush (frontière syro-turque), Yves Debay en 2013 à Alep, Olivier Voisin en 2013 à Idlib. Seuls Ghislaine Dupont et Claude Verlon ont perdu la vie au Mali. De nombreux

⁵ <https://rsf.org>

journalistes français ont échappé au pire, c'est le cas de Didier François, Edouard Elias, Nicolas Hénin et Pierre Torres kidnappés puis relâchés à Homs et Alep, et d'Edith Bouvier, blessé à Homs.

Comment expliquer « *cette série noire pour les journalistes français* » pour reprendre les mots de Lucie Morillon, directrice de recherche de Reporters Sans Frontières? Etienne Leenhardt, chef du service Enquêtes et Reportages de France 2 confiait dans une interview publiée sur Slate⁶ en 2013 que « *les chaînes anglo-saxonnes [avaient] poussé beaucoup plus loin le dispositif de sécurité* » que les chaînes françaises. Clarissa Ward, grand reporter pour CNN affirme dans un entretien à « Refinery29 »⁷ que depuis la mort de James Foley (journaliste américain enlevé en novembre 2012 et décapité près de Raqqa en août 2014 par Daech), « *les zones détenues par les rebelles sont devenues des « no go zone » pour les journalistes occidentaux.* »

La dangerosité du terrain et les sommes élevées nécessaires pour protéger, assurer et évacuer les équipes en reportage dissuadent les rédactions d'envoyer des journalistes en Syrie. Les journalistes en freelance ont eux aussi délaissé le pays. « *Les risques sont beaucoup trop élevés pour gagner 250 euros par feuillet* », déclare Alain Ménargues⁸, ancien directeur de l'information à RFI.

⁶ « *Couvrir la guerre en Syrie : mission impossible ?* », Marine Pradel, 13/09/2016
<http://www.slate.fr/story/123205/medias-syrie>.

⁷ « *What is like being a journalist in one of the world's most dangerous countries ?* », Kaetlyn Forde, 19/03/2016, <http://www.refinery29.com/2016/03/106214/cnn-clarissa-ward-aleppo-syria-undercover-death-road>

⁸ Entretien téléphonique réalisé le 6 avril 2017

B- Alep : entre autorisation contrôlée et interdiction

Depuis 2012, la ville d'Alep est déchirée entre les groupes d'opposition au gouvernement et les milices de Bachar Al-Assad. Daech a été chassée d'Alep en 2014⁹ par les rebelles. Au cours des derniers mois précédents la chute de la ville, certains journalistes ont réussi à y pénétrer. Y avait-il des journalistes français présents dans les quartiers rebelles d'Alep ? Quelles ont été les conditions d'accès à Alep-Ouest ?

1- Rentrer dans les zones tenues par le gouvernement

Pour pénétrer en Syrie, il faut dans un premier temps être autorisé à entrer dans les pays frontaliers c'est à dire le Liban, la Turquie, la Jordanie, ou l'Irak. Pour se rendre dans les zones tenues par l'armée de Bachar Al-Assad, il faut obtenir un visa délivré par le gouvernement, une demande qui n'est jamais simple. Franck Genauzeau, chef du bureau du Moyen-Orient à France 2 raconte ¹⁰ être allé treize fois en Syrie au cours des trois dernières années (dans les zones tenues par le gouvernement), pour autant l'attribution d'un visa par les autorités est loin d'être automatique. *« C'est toujours difficile (...) au fur et à mesure, on a un accès plus simple aux personnes qui prennent des décisions mais nos relations avec le ministère de l'Information sont toujours compliquées. Ils ne sont pas toujours satisfaits de ce que l'on fait. Parfois ça prend du temps de renégocier avec eux un droit d'entrée. »*

Interrogé sur son voyage à Alep du 22 au 24 décembre dernier, Georges Malbrunot¹¹, grand reporter au Figaro affirme s'être adressé au consulat syrien pour obtenir un visa. *« La Syrie j'y vais depuis 25 ans, j'ai été interdit de séjour entre 2006 et 2011 après avoir parlé des alaouites et des moukhabarats syriens¹², ils disaient que je n'étais pas contrôlable »*, a dit-il déclaré. Il justifie les visas qu'il

⁹ « Syrie : chassé d'Alep, l'EILL à l'offensive dans les campagnes », lacroix.fr, 9/01/2014

¹⁰ Entretien réalisé en mai 2017

¹¹ Entretien réalisé en janvier 2017

¹² Les moukhabarat sont le nom donné aux services de renseignement syriens.

reçoit par la nature des propos qu'il tient dans ses articles. « *A Damas, ils se disent Malbrunot est peut-être plus nuancé que les autres* », suppose-t-il.

Les autorités syriennes sont très vigilantes sur les équipes de journalistes qui pénètrent au sein de leur territoire. C'est ce qu'explique Valérie Crova grand reporter à Radio France dans l'émission du médiateur de France Culture¹³. « *La sécurité syrienne fouille les bagages, regarde si vous n'avez pas de téléphones satellitaires interdits en Syrie. Si vous obtenez un visa, il faut se rendre obligatoirement au ministère syrien de l'Information à Damas pour expliquer ce que vous voulez faire, et là on vous dit oui ou non en fonction des endroits où vous pouvez vous rendre.* » La reporter n'a pas été la seule journaliste française à pouvoir se rendre dans les quartiers d'Alep tenus par le régime de Bachar Al-Assad. Ont également été présents sur place : Régis le Sommier pour Paris Match, Georges Malbrunot pour le Figaro, Louis Milano-Dupont pour TF1, Franck Génaudeau pour France 2.

Sur place, les journalistes sont souvent encadrés par une personne du ministère de l'Information qui les suit. « *Il a un rôle de facilitateur puisqu'il nous permet de passer rapidement les multiples checkpoints présents en Syrie. Il a évidemment un rôle de surveillance, voire de censure. Il est clair que la personne envoyée par le ministère de l'Information a pour rôle de contrôler ce que tu fais, je n'ai aucun doute là-dessus* », raconte Franck Génaudeau¹⁴ qui s'est rendu pour la dernière fois à Alep en mars 2017.

Régis Le Sommier, directeur adjoint de la rédaction de Paris Match a eu l'occasion d'aller à Alep, dans les zones détenues par l'armée gouvernementale, à deux reprises entre septembre et décembre 2016. Interrogé sur les conditions dans lesquelles ses reportages ont été effectués, il dit avoir été accompagné par une représentante du gouvernement mais raconte qu'il pouvait parler à qui il voulait. « *Quand je suis allé à Alep, on entendait les bombardements des avions russes au-dessus de nos têtes, la représentante chargée du gouvernement n'allait pas me dire "bouchez vous les oreilles !"* ». « *J'ai pu parler à qui je voulais* », nous-a-t-il

¹³ Emission le rendez-vous du médiateur intitulée « Envoyée spéciale en zone de guerre » diffusée le 3/3/2016

raconté en nous montrant l'un de ses reportages vidéos dans lequel il a interrogé un aleppin qui a habité dans les zones rebelles¹⁵.

Les journalistes doivent faire attention à ce qu'ils écrivent pour espérer voir leur visa renouveler. Interrogé sur la liberté des journalistes présents dans les zones gouvernementales, Sammy Ketz, directeur du bureau de l'AFP à Beyrouth, a déclaré¹⁶: « *du côté gouvernemental, on peut écrire beaucoup de choses mais il faut savoir comment les écrire. Il faut faire attention à ce que l'on écrit, pas dans le sens où vous ne pouvez pas écrire ce que vous voulez, mais il faut l'écrire d'une certaine manière* ». Une vigilance dont parlait également Valérie Crova dans l'émission citée précédemment. « *Il y a des mots qu'il faut éviter de prononcer. En ce moment*¹⁷ *on vous dit d'éviter de parler de " régime syrien ". Le mot régime a une connotation péjorative pour eux* ».

Travailler dans les zones détenues par le gouvernement nécessite en effet une capacité à s'adapter. Franck Genauzeau parle d'une « flexibilité ». « *Quand ils te disent "on t'emmènerait bien là-bas parce qu'il y a une situation intéressante", il ne faut pas dire non, mais dire allons-y, libre à toi après d'utiliser cette partie dans ton reportage ou pas. Il faut être à l'écoute de ce qu'ils te racontent et accepter d'aller au départ dans des zones où tu n'avais pas envie d'aller* », explique-t-il.

Les rares journalistes envoyés spéciaux sont donc contraints de choisir un biais et de s'y tenir. « *Je préfère travailler aux côtés des missiles gouvernementaux plutôt que du côté des obus que reçoivent les rebelles. Côté rebelle, l'accueil est plus ouvert, moins besoin d'autorisation, mais c'est plus dangereux. C'est plus facile de bosser du côté de celui qui lance les obus* », précise Alvaro Canovas de Paris Match, dans un entretien mené par Constance Léon le 18 janvier 2016¹⁸

¹⁵ Rencontre lors d'un de ses cours donnés devant les étudiants du CELSA en M1 journalisme en avril 2017

¹⁶ Entretien téléphonique mené en avril 2017

¹⁷ L'interview a été diffusée dans l'émission du médiateur de France Culture le 9 mars 2016

¹⁸ Mémoire intitulé, « *Documenter le conflit syrien hors les murs : comprendre les sources utilisées par les rédactions françaises* », Constance Léon, soutenu en juin 2016

Hala Kodmani, journaliste franco-syrienne à Libération pense au contraire que le « *terrain n'est pas la meilleure des solutions* »¹⁹ dans le cas du conflit syrien et des zones tenues par le gouvernement syrien. Elle pense que sur le terrain, « *les journalistes ne sont pas libres* », car constamment surveillés et contrôlés.

Si les conditions d'obtention de ces visas restent opaques, les journalistes qui sont allés dans les zones détenues par des groupes d'opposition ou qui ont tenu des propos critiques à l'égard du régime de Bachar El-Assad ont la certitude de ne jamais obtenir de visa. « *Les autorités ne font pas confiance à ceux qui ont côtoyé la rébellion. Vous êtes assimilés à l'ennemi* », explique Valérie Crova. Ammar Rabbo, journaliste franco-syrien qui n'a pas mis les pieds à Alep-Ouest depuis 2011²⁰, pense que « *les journalistes qui sont allés du côté des rebelles sont considérés comme des traîtres ou des terroristes* » par le régime.

2- Rentrer dans celles tenues par l'opposition

Concernant le reste de la ville d'Alep et du pays, l'autorisation d'entrée dépend du bon vouloir des groupes qui tiennent les quartiers. Aucun journaliste français n'a pu pénétrer dans les zones détenues par l'opposition pour des raisons de sécurité. Le seul journaliste occidental qui s'est rendu à Alep-Est assiégé lors des derniers mois de la



Bilal Abdul Kareem en Syrie

bataille d'Alep se nomme Bilal Abdul Kareem ; un new-yorkais installé depuis 2012 en Syrie qui travaille pour certains médias américains comme CNN. En octobre 2016, il a reçu le 2^{ème} prix du célèbre Prix Bayeux-Calvados des correspondants

¹⁹ Entretien réalisé en avril 2017

²⁰ Entretien réalisé en février 2017

de guerre dans la catégorie TV pour ses reportages réalisés avec Clarissa Ward, grand reporter pour CNN. Bilal Abdul Kareem est critiqué sur internet pour avoir mené des interviews de combattants appartenant à des groupes affiliés à Al Qaïda. Certaines personnes lui reprochent de contribuer à diffuser la propagande djihadiste. Pendant les derniers mois de la bataille d'Alep, il était le seul journaliste occidental à couvrir les quartiers rebelles assiégés. Il a régulièrement publié sur les réseaux sociaux et sur le site du média « On the Ground »²¹, qu'il a fondé, des vidéos des ruines d'Alep-Est et des entretiens avec des combattants islamistes. Dans un article²² publié le 10 mars par le New York Times, il est décrit comme « l'unique voix qui couvre la guerre du côté des rebelles, un endroit que les journalistes occidentaux ont fui par peur d'être enlevés et décapités par les jihadistes ».

Capture d'écran de l'un de ses reportages diffusé sur CNN



Clarissa Ward, correspondante de guerre pour la chaîne américaine CNN est allée à Alep en mars 2016 dans les quartiers tenus par les rebelles. Dans un entretien²³ publié par le média « refinery29 », elle

explique avoir travaillé à Alep en « Low profil », c'est à dire en essayant de se fondre parmi la population et de ne pas se faire remarquer.

Hervé Bar, ancien chef du bureau de l'AFP à Idlib (Syrie) nous a confié²⁴ qu'il ne disait jamais où il allait et essayait de se déplacer le plus souvent seul dans la ville.

²¹ <http://ogn.news>

²² « Reporting From Syria, an American with a Point of View and a Message », Ben Hubbard, The New York Times, 10/03/2017

²³ Voir note de bas de page n°6

²⁴ Entretien réalisé en avril 2017

Privés de terrain ou obligatoirement accompagnés par des représentants du régime de Bachar Al-Assad, les journalistes se sont rapidement tournés vers d'autres sources d'informations.

C- Comment les rédactions françaises ont-elles fait pour s'informer sur Alep ?

1. Agence France Presse (AFP)

La plupart des informations utilisées par les médias français sur la Syrie et plus précisément sur Alep provenaient de l'AFP (Agence France Presse) ; la seule à avoir des journalistes locaux déployés dans tous les quartiers d'Alep. « *On avait des journalistes côté kurde, côté, gouvernemental, côté rebelles* », a déclaré Sammy Ketz, directeur du bureau AFP de Beyrouth.²⁵ Lui et son équipe ont formé des journalistes citoyens.



Karam Al Masri



Alep Est, le 30/03/2015 par Karam Al Masri

²⁵ Entretien téléphonique mené en avril 2017

Il insiste sur la différence entre les journalistes citoyens et les journalistes de l'AFP. « *On a une relation directe, salariale, commerciale avec le journaliste de l'AFP contrairement à un militant ou un journaliste citoyen.* »

Dans les quartiers aux mains de l'armée de Bachar Al-Assad, l'AFP avait sur place un vidéaste, un photographe et un journaliste. Quand les journalistes présents à Damas pouvaient se rendre à Alep, ils le faisaient. Côté rebelles, le principal journaliste employé par l'AFP était Karam Al-Masri, un aleppin âgé de 25 ans (photos ci-dessus). « *Il a commencé en tant que photographe pour des médias syriens, puis est devenu photographe pour nous. De photographe, il est devenu cinéaste, puis journaliste. Il couvrait les trois aspects* », nous a confié Sammy Ketz. Le jeune journaliste a reçu le Prix Varenne de la fondation Varenne dans la catégorie Journaliste Reporter d'Image (JRI) pour son reportage intitulé « *Abou Omar, collectionneur de voitures à Alep en guerre* »²⁶, *l'histoire d'un vieil homme qui a choisi de rester à Alep pour prendre soin de ses voitures de collections.* »



Alep Est le 20/03/2015 par Karam Al-Masri

Contraint de partir lors de la reprise des quartiers rebelles par le régime, le jeune journaliste a fui en Turquie, avant de regagner la France où il vit depuis la mi-mars. Deux autres photographes ont travaillé à ses côtés dans les quartiers rebelles, il s'agit de Thaer Mohammed et Ammer Al Halibi.

²⁶ <https://www.afp.com/fr/lagence/communiqués-de-presse/lafp-distinguée-au-prix-varenne-des-journalistes-2016>

Comment faire pour recouper les informations reçues sur les quartiers rebelles d'Alep? Sammy Ketz et son équipe ont essayé autant que possible de croiser trois sources. « *D'une part on avait Karam à qui on faisait confiance, on avait également l'OSDH (l'observatoire syrien des droits de l'homme, voir ci-dessous), ainsi que d'autres sources sur place.* » « *Les journaux font confiance à l'AFP parce qu'ils n'ont pas de journalistes sur place, l'AFP fait confiance à ses journalistes et à partir de là il y a une chaîne de confiance. Le jour où la confiance est brisée, il ne peut plus y avoir de rapport. Karam nous l'avons testé plusieurs fois, en commençant d'abord par des reportages, en demandant des informations, en recoupant les informations qu'il nous a données avec celles fournies par l'OSDH auquel nous faisons confiance. Et à partir de là, je suis sûr que l'on ne s'est pas trompé. On n'a pas fait d'erreurs* », a déclaré Samy Ketz.

2. L'OSDH

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH)²⁷ est une organisation qui fournit quotidiennement des informations sur la guerre en Syrie. Elles sont reprises par les médias et gouvernements étrangers et par les agences de presse internationales. L'OSDH a été créée à Coventry près de Londres en mai 2006, par un militant dont le pseudonyme est Rami Abdelrahman, de son vrai nom Ossama Suleiman. Il aurait quitté la Syrie en 2000, pour des raisons politiques. Sur le blog de l'ancien diplomate Wladimir Glasman alias Ignace Leverrier « Un œil sur la Syrie », hébergé par le site du Monde, il est écrit que Rami Abdelrahmane disposerait « d'une équipe composée de quatre coordinateurs, qui réunissent eux-

²⁷ Connue dans le monde entier sous le nom « Syrian Observatory For Human Rights ».



Le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, Rami Abdulrahman, parlant au téléphone dans sa maison à Coventry (centre de l'Angleterre), le 6 décembre 2011.
© REUTERS - Mohammed Abbas

mêmes, avant de les lui transmettre les informations reçues des 200 correspondants situés partout en Syrie. »

Sur le site de l'OSDH²⁸ en anglais, dans la rubrique « about us », l'organisation se définit comme un « *groupe de personnes qui croient aux droits de l'Homme, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui documente la situation des droits de l'homme en Syrie et leurs violations, remplissent des rapports et les diffusent à un large réseau d'ONG et de médias. Nous travaillons avec les organisations des droits de l'Homme en Syrie, dans le monde arabe et avec la communauté internationale qui ont les mêmes objectifs et les mêmes aspirations : la démocratie, la liberté, la justice et l'égalité.* »

➤ Controverses

Si les informations publiées par l'OSDH sont quotidiennement reprises par les médias occidentaux, l'organisation suscite des controverses.²⁹

Premièrement, de nombreux experts du conflit lui accordent peu de crédibilité. C'est le cas du chercheur Frédéric Pichon qui la qualifie « d'officine artisanale, sans réelle fiabilité. »³⁰ L'OSDH se veut pourtant professionnel. « *Nous ne diffusons une informations que si elle nous a été confirmée par d'autres de nos sources ou si nous recevons une vidéo ou des photos l'accompagnant* », selon une certaine Hivin

²⁸ <http://www.syriahr.com/en/>

²⁹ « La crédibilité perdue de Rami Abdel-Rahman, directeur de l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme », analyse publié sur le blog Un œil sur la Syrie le 19/12/2014

³⁰ « L'OSDH, source contestée de la guerre en Syrie », Eugénie Bastié, lefigaro.fr, 9/8/2016

Kako (citée par La Croix), qui en 2012-2013 était l'assistante de Rami Abdul rahman.

Sur son blog, dans un article intitulé « *la crédibilité perdue de Rami Abdel Rahman* », l'ancien diplomate Wladimir Glasman alias Ignace Leverrier énonce les reproches faits à l'OSDH, qui contrairement à d'autres ONG ne mentionne pas les noms des victimes, « *cet élément constitue pour toutes les organisations de Défense des Droits de l'Homme, un élément majeur de crédibilité* », écrit le diplomate. De plus, sur le site de l'organisation, aucune méthodologie n'est énoncée pour la collecte de données, contrairement à d'autres organisations telles que « Violations Documentation Center in Syria », qui explique de manière précise la manière dont les informations sont récoltées, triées et enfin classées par catégories.

L'OSDH est également critiqué à cause de ses financements. Fabrice Balanche, chercheur au Washington Institut estimait³¹ que l'OSDH était un « *instrument de propagande favorable aux Frères musulmans, financé au départ par le Qatar* ». Alain Chouet, ancien responsable de la DGSE reprend également ces accusations dans une interview publiée par Marianne en juillet 2012³² « *rien à voir avec la Ligue internationale des droits de l'homme, l'OSDH qui fonctionne sur fonds saoudiens et qataris est en fait une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants islamistes dont certains ont autrefois été condamnés pour activisme violent.* »

Ces accusations sont niées par Rami Abdel Rahman. « *Nous sommes attaqués parce que nous disons la vérité sur ce qui se passe en Syrie* », a-t-il confié dans une interview accordé à la chaîne prorusse RT fin 2015. Dans ce reportage, le directeur de l'OSDH dit connaître tous les militants qui travaillent pour son organisation, ce que mettent en doute certains de ses opposants.

³¹ voir note n°30

³² Article original non disponible. Propos repris dans cet article de la dépêche intitulé « Syrie : déluge de feu et bain de sang sur Alep », ladépêche.fr, juillet 2012.

➤ L'OSDH continue d'être massivement utilisée.

Malgré les critiques, les informations publiées par l'OSDH restent massivement reprises par les médias et gouvernements étrangers, pour différentes raisons. Dans son mémoire intitulé « *Documenter le conflit syrien hors les murs : comprendre les sources utilisées par les rédactions françaises* », Constance Léon a posé la question à Benjamin Barthe, correspondant du journal le Monde à Beyrouth. « *Les médias continuent de citer l'OSDH par paresse, par convergence idéologique ou par commodité, puisque l'Observatoire publiait ses informations également en anglais, la plupart des médias et des agences de presse occidentales, l'AFP en tête, ont continué à faire de l'organisation qu'ils avaient vilipendée leur source d'information privilégiée, si ce n'est unique* », avait-il déclaré. L'OSDH semble également moins controversé qu'au début de la guerre en Syrie, c'est l'avis de plusieurs experts, à l'instar de Fabrice Balanche, chercheur au Washington Institute. « *De 2011 à 2013, c'était un instrument de propagande financé par les Qataris (....) aujourd'hui ils sont un peu plus équilibrés, et leurs chiffres plus réalistes, même s'ils sont loin d'être exhaustifs. La propagande est plus discrète, mais toujours là. Ce site a l'avantage de nous donner des faits. Quant au nombre de morts et de blessés qu'il indique, c'est de l'approximatif* », a-t-il déclaré dans un article ³³publié sur le site du Figaro.

Il semblerait également que l'OSDH ait fait ses preuves. Karam Al-Masri (voir ci-dessus), l'un des seuls journalistes à couvrir les quartiers d'Alep tenus par l'opposition nous a confiés dans un entretien³⁴ qu'il s'était retrouvé à plusieurs reprises seul dans des zones touchées par des bombardements, et que l'OSDH l'avait impressionné par sa rapidité et la précision des informations qui étaient fournies. « *Je ne sais pas comment ils font* », s'étonne le jeune journaliste.

Sammy Ketz, chef du bureau de l'AFP à Beyrouth partage cet avis. Constance Léon l'avait également questionné sur le fait que l'AFP reprenait quotidiennement les bilans de l'OSDH alors que c'était une organisation controversée. « *Controversée par qui ? Nous avons suivi depuis le début de la révolution tous les organisations et nous nous sommes aperçu que l'OSDH était la plus sérieuse et la*

³³ Voir n°24

³⁴ Entretien physique réalisé en avril 2017

mieux informée et d'ailleurs beaucoup de journaux qui critiquaient l'OSDH aujourd'hui la citent » avait-il répondu.

3. Sources locales et ONG

Pour s'informer sur la situation à Alep, les journalistes au sein des rédactions françaises utilisaient également leurs propres réseaux de Syriens sur place qu'ils connaissaient par l'intermédiaire de proches, ou qu'ils ont rencontrés lors de précédents voyages en Syrie. Couvrir la bataille d'Alep nécessitait donc d'avoir accès à plusieurs sources pour recouper les informations.

Ces contacts personnels semblent être une source fiable pour obtenir des informations sur la ville et ainsi pallier l'impossibilité de se rendre sur le terrain. Interrogé par Constance Léon lors d'un entretien réalisé en janvier 2016, Wassim Nasr, journaliste à France 24 lui a confié l'importance de ces sources. *« J'utilise parfois les informations des agences, mais plus souvent des contacts personnels. On préfère éviter les opérations de communication d'un côté comme de l'autre. J'ai des contacts sur place, on les utilise pendant les grosses batailles comme celle d'Idlib en janvier, qui confirment les infos des agences de presse citoyennes. J'utilise vraiment les contacts que j'ai sur place »*, avait-il déclaré.

Les réseaux sociaux sont primordiaux pour rester en contact avec les habitants présents sur place. Hala Kodmani, journaliste à Libération communique avec son réseau à Alep via son smartphone. *« Pour mon information, je suis tout : les comptes Facebook, les comptes Twitter des uns et des autres, les sites du gouvernement, les sites de l'opposition. Tout ce qu'ils publient ainsi que leurs alliés respectifs : Turquie, Iran, Russie. Tout est en arabe »*, a déclaré la journaliste syrienne lors d'un entretien réalisé en avril 2017.

« Ce qui est incroyable dans cette guerre, c'est que internet fonctionne très bien », nous a confiés Omar Ouahmane, correspondant de Radio France à Beyrouth. *« Dans les quartiers Est d'Alep, les derniers mois étaient difficiles, mais les sources sur place avaient internet par le biais de satellite. Nous sommes dans une zone à 50 km de la Turquie, parrain des groupes rebelles. Tous les moyens mis à*

disposition des groupes rebelles l'ont été par l'intermédiaire de la Turquie », nous - a-t-il déclaré.

➤ L'importance des ONG

En l'absence de journalistes présents sur place, les journalistes français se sont parfois tournés vers les organisations humanitaires pour obtenir des informations.

C'est le cas de Georges Malbrunot, grand reporter au Figaro, qui s'est informé sur la bataille d'Alep grâce à plusieurs sources sur places jugées « fiables », tels que Marianne Gasser, cheffe de la délégation du CICR³⁵ en Syrie, qu'il connaît depuis 15 ans. Le grand reporter cite également Moktar Lamani, représentant de l'ONU et de la ligue arabe en Syrie entre septembre 2012 et mars 2014 et Haytham Manna, président du conseil démocratique syrien, « *un opposant qui n'était pas dans l'émotion* », juge Georges Malbrunot, lors d'un entretien³⁶.

Des images filmées par Syria Charity, une ONG présente dans les quartiers d'Alep ont parfois fait l'ouverture du JT de France 2, dans des reportages réalisés par Franck Genauzeau, le chef du bureau de la chaîne au Moyen-Orient.

Syria Charity est une association fondée par une doctorante franco-syrienne nommée Asmaa Jaber. Elle se donne pour mission d'alerter sur la situation humanitaire en Syrie. Présentée par France Inter comme une « *ONG humanitaire de secours aux victimes en Syrie* », l'association partage des vidéos chocs pour lever des fonds et venir en aide au Syrien.

4. Correspondants à l'étranger

A défaut de pouvoir envoyer des journalistes sur le terrain, les rédactions françaises ont sollicité leurs correspondants installés au Moyen-Orient, lesquels avaient un accès privilégié à l'information.

³⁵ Comité international de la croix rouge

³⁶ Entretien physique réalisé au siège du Figaro en janvier 2017

C'est le cas de Omar Ouahmane, correspondant de Radio France à Beyrouth, de Benjamin Barthes, correspondant du Monde à Beyrouth, ou de Franck Genauzeau à la tête du bureau de France 2 pour le Moyen-Orient, installé à Jérusalem et qui ont tous les trois fourni des informations sur la bataille d'Alep à leurs rédactions. La frontière entre Damas et Beyrouth a toujours été ouverte durant les années du conflit, permettant ainsi aux correspondants de rejoindre plus facilement la Syrie depuis la capitale libanaise.

D) Les limites d'un journalisme « de terrain de bureau »

Dans son émission hebdomadaire intitulée « la fabrique médiatique », diffusée chaque samedi matin sur France Culture, la journaliste Caroline Broué s'est intéressée le 3 décembre dernier à la bataille d'Alep. L'émission nommée « *Guerre en Syrie : traiter la situation à Alep* »³⁷ s'est ouverte ainsi : « *De la vie à Alep, on sait ce que nous en disent les habitants qui communiquent désormais avec les journalistes par Whatsapp, par Skype. La fabrique médiatique se penche aujourd'hui sur ce "journalisme de terrain de bureau", je ne sais pas il faudrait trouver un nouveau mot, c'est un genre nouveau et sur ces implications.* » A défaut de pouvoir aller sur le terrain à Alep, les journalistes sont obligés de travailler depuis leur bureau français. C'est ce qu'on appelle « faire du desk ». Caroline Broué a rebaptisé cette pratique « journalisme de terrain de bureau ».

A ses côtés ce jour là, Hugo Clément, un jeune journaliste de l'émission « Quotidien » présentée par Yann Barthès sur TMC. Il raconte qu'il skype quotidiennement avec Ismaël, un jeune casque blanc. « *Je lui pose le moins de questions possibles pour que ce soit lui qui parle et lui qui me raconte, comme il me raconterait si j'étais son pote* », dit le jeune journaliste. Caroline Broué lui demande alors, « *comment êtes vous sûr d'Ismaël ? Comment est-ce que vous êtes sûr que vous ne vous faites pas balader par la propagande ? Vous ne connaissez pas le*

³⁷ « Guerre en Syrie : traiter la situation à Alep », diffusée le 3/12/2016 sur France Culture.

terrain, ni les gens sur place. » Hugo Clément raconte que sa rédaction est passée par un fixeur³⁸ pour les mettre en contact avant de déclarer « *effectivement, quand on est pas sur place, c'est difficile d'être sûr à 200% de qui on parle* ». Dans ce cas précis, l'identité d'Ismaël a été vérifiée et plusieurs journalistes l'ont déjà interviewé, tel que Omar Ouahmane, correspondant à Beyrouth pour Radio France. Néanmoins, cet échange montre bien que depuis leur bureau les journalistes français censés couvrir la guerre en Syrie ne peuvent jamais être certains à 100% de leurs informations. Ils sont pleinement dépendants de leurs interlocuteurs. Le journaliste ne collecte plus l'information à la source, l'information passe par plusieurs intermédiaires, ce qui peut avoir un impact sur sa qualité, sa précision et sa véracité.

« *On est soumis aux sources indirectes et donc au récit des gens sur place* », nous a confié Hala Kodmani, reporter à Libération³⁹. « *Dans un conflit aussi féroce, où les opinions sont vraiment tranchées, on doit se contenter des intermédiaires d'informations de tous les côtés* », a-t-elle ajouté.

Il faut que les journalistes qui traitent du conflit syrien aient une connaissance importante du dossier et du pays pour être capable d'avoir un avis critique sur les informations qu'ils lisent sur internet, pour éviter de se faire prendre au piège par la communication provenant du régime de Bachar Al-Assad, mais également des groupes d'oppositions. Interrogée sur le sujet, la journaliste franco-syrienne Hala Kodmani nous a fait part de la nécessité de connaître le dossier pour pouvoir en parler. « *C'est pas la veille d'écrire un article que l'on découvre qui est qui. C'est le genre de conflit, si on rate deux épisodes, on finit par être largué. Je dis pas qu'il faut être un spécialiste, mais ne pas aborder les choses en journaliste-touriste, c'est fondamental !* », a-t-elle déclaré.

³⁸ Un fixeur est une personne assistant un grand reporter sur le terrain (Larousse)

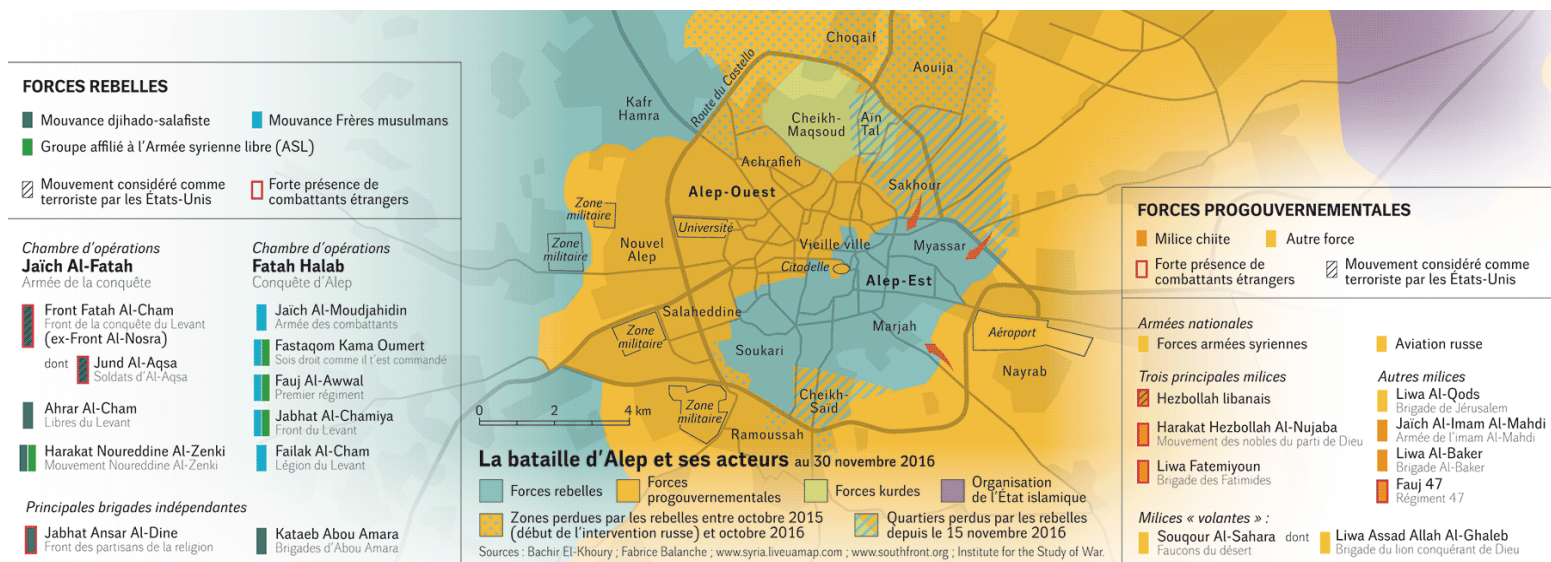
³⁹ Entretien réalisé en avril 2017

II- Le défi de l'analyse

Dans son éditorial du 7 octobre 2016 intitulé « les pièges d'Alep »,⁴⁰ Jean-Marc Four, directeur de la rédaction de France Inter énonce les difficultés pour les journalistes de parler de la bataille d'Alep, un conflit complexe, qui réunit de multiples acteurs derrière lesquels se cachent des alliances entre des pays régionaux. « *Au défi du terrain* », le journaliste ajoute « *le défi de l'analyse* ».

A- Complexité des acteurs

Les journalistes occidentaux utilisent le terme de « rebelles » dès qu'ils parlent des groupes d'oppositions qui combattent les troupes pro gouvernementales en Syrie et notamment à Alep. Cette terminologie n'est-elle pas obsolète compte-tenu de la multiplicité et de la diversité des acteurs qui composent ces « rebelles » ?



Cette carte est présente en format plus grand dans les Annexes.

Dans un article intitulé « *Qui sont les rebelles syriens ?* »⁴¹ paru dans le Monde diplomatique, le journaliste Bachir El Khoury explique « *la multitude et la diversité des acteurs armés qui participent à la bataille d'Alep, dont beaucoup viennent de*

⁴⁰ « Les pièges d'Alep », la mécanique médiatique, Jean-Marc Four, France Inter, 7/10/2016,

⁴¹ « Qui sont les rebelles syriens », Bachir El Khoury, Le Monde diplomatique, p 1 et 9, décembre 2016

l'étranger. » Il met en garde contre des « *simplifications dans la terminologie employée au sujet des combattants* » et ajoute « *identifier tant les troupes “ rebelles “ que les forces qui soutiennent l'armée régulière suppose de comprendre leurs idéologies et leurs projets politiques.* » Le lecteur apprend donc que derrière le terme « rebelles », se cachent de multiples acteurs, qui défendent des projets différents, soutenus par des puissances régionales, il en est de même pour les forces pro-gouvernementales qui ne peuvent se résumer à un groupe homogène.

➤ L'exemple des rebelles

Bachir El-Khoury énonce deux principaux groupes de combattants rebelles, composés de multiples factions, qui « *rassembleraient entre 10 000 et 20 000 hommes* » :

- Jaïch Al-Fatah (Armée de la reconquête) : « *représente près d'un tiers des soldats rebelles, elle est notamment composée du Front Fatah Al Cham, l'ex Front Al Nosra et de ses alliés* »
- Fatah Halab (Conquête d'Alep) : « *plus modérée, la coalition rassemble plusieurs factions proches des Frères musulmans ou affiliées à l'Armée Syrienne Libre* ».
- « *Les 15 à 20% des effectifs restants correspondent à une dizaine de petits groupes indépendants sans idéologie clairement affichée, qui gravitent autour de ces deux pôles majeurs* ».

Si ces deux groupes sont faciles à mettre dans des catégories sur le papier, sur le terrain, les frontières sont beaucoup plus floues. « *Dans le camp rebelle, le jeu des alliances et la multiplication tant des acteurs que de coalitions souvent éphémères rendent difficile la distinction entre “ radicaux “ et “ modérés “* », écrit Bachir El-Khoury. La raison principale ? « *Plusieurs de ces groupes opposés au régime se sont radicalisés par opportunisme, par obligation tactique ou par conviction. La situation est d'autant plus difficile à appréhender que des groupes radicaux salafistes ont été ou demeurent affiliés ou associés à l'ASL, présentée par ses soutiens occidentaux comme le plus modéré des acteurs de la rébellion.* » Le journaliste donne l'exemple des coalitions réunies au sein du groupe Jaïch Al-

Fatah, preuve selon lui *cette « difficulté à labelliser les acteurs de la bataille d'Alep et, ce faisant, de la guerre civile syrienne. » « Le Front Fatah Al-Cham (ex-Front Al-Nosra) a récemment rompu avec Al-Qaida, dans le but évident de se démarquer de son encombrante tutelle. Pour nombre d'observateurs, cette démarche symbolique ne vise toutefois qu'à faciliter le soutien financier et militaire que lui apportent ses parrains étrangers, notamment certaines monarchies du Golfe. De son côté, le groupe Ahrar Al-Cham (Libres du Levant), soutenu par le Qatar et la Turquie, a longtemps été proche de l'OEI avant d'en devenir l'ennemi juré début 2014. »*

Les alliances entre toutes ces milices rebelles se font et se défont régulièrement, ce qui rend difficile la compréhension du conflit par les lecteurs, mais aussi par les journalistes. Hervé Bar, ancien chef du bureau de l'AFP à Idlib nous a confiés qu'il était parfois difficile sur le terrain de reconnaître précisément de quel groupe provenait le combattant qu'il avait en face de lui sur la ligne de front.

De surcroît, le manque d'organisation et de coordination de certaines milices rend le travail des journalistes encore plus difficile. C'est ce que nous a confié le photographe franco-syrien Ammar Rabbo.⁴² *« Il y a une opposition qui n'est pas organisée, il n'y a pas un discours unique, pas de centralisation, c'est des petits groupes parfois de quartiers, d'étudiants qui st devenus miliciens (...) c'est vraiment fait à l'orientale. On le voit nous quand on travaillait sur place, sur un quartier vous pouvez faire ce que vous voulez. Par contre vous allez dans un autre, le chef militaire local a une mauvaise expérience avec les journalistes et il va vous empêcher de travailler. Il n'y a vraiment pas de ligne générale ou de ligne unique. Il y a vraiment autant de comportements avec la presse que de factions ou de petits chefs locaux »,* raconte-t-il.

➤ Les troupes loyalistes

La composition des troupes pro-gouvernementales reste parfois floue. Derrière le terme de « forces loyalistes » ou de « forces pro-Bachar », il y a en réalité plusieurs milices. *« Quand on parle de forces loyalistes, il faut être très prudent »,* rappelle l'historien Jean-Pierre Filiu, invité de la matinale de France Culture le 30 novembre dernier.⁴³ *« La proportion de Syriens est tout à fait*

⁴² Entretien réalisé en février 2017

⁴³ « Alep : allons-nous laisser faire ? », Matinale de France Culture, 30/11/2016

symbolique. Ceux qui se battent ce sont avant tout les milices chiïtes contrôlées par l'Iran, le Hezbollah libanais. Ce sont des milices irakiennes, afghanes, le tout encadré par des gardiens iraniens. On est face à des troupes étrangères, qui se comportent comme dans un territoire occupé et non pas une ville libérée », explique le professeur à Sciences Po Paris.

« Les forces étrangères ont joué un rôle crucial dans le retournement de la situation militaire en Syrie, en dépit de la mise en avant des soldats syriens par le régime de Bachar Al-Assad dans la bataille d'Alep. Sans ces milices, le régime n'aurait jamais pu reprendre autant de terrain », peut-on lire dans un article rédigé par Catherine Gouëset sur le site de l'Express.⁴⁴ « Ces milices étrangères, placées sous le commandement des Gardiens de la révolution iraniens ou du Hezbollah libanais jouent depuis un rôle essentiel sur le champ de bataille. Ce sont elles qui ont encerclé puis assiégé Alep en préparation à sa reconquête. Leur nombre est assez difficile à évaluer. Mais sur certains champs de bataille, elles formeraient la moitié des effectifs » , explique-t-elle.

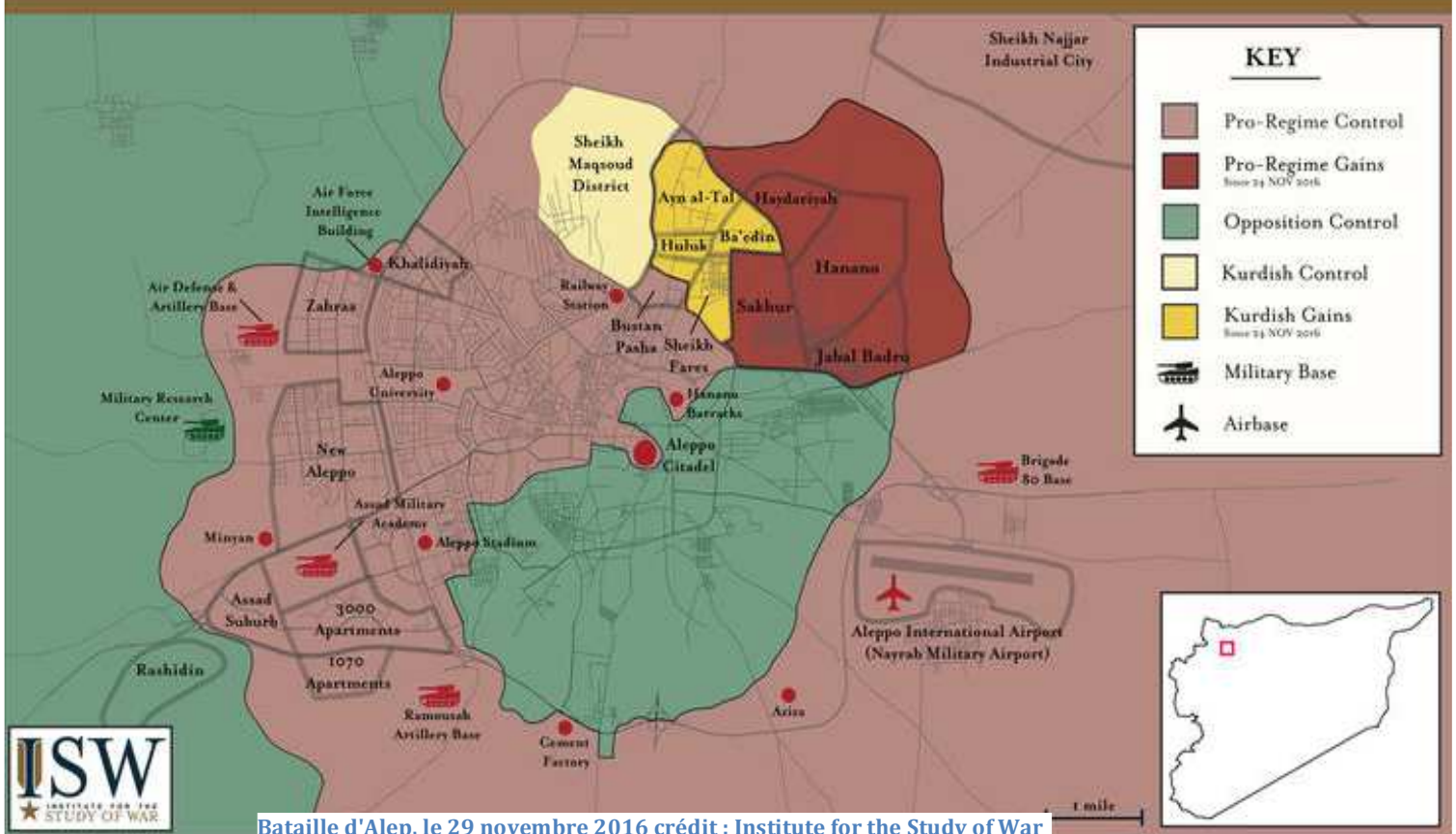
➤ Les kurdes

Les kurdes sont eux aussi également présents à Alep dans le quartier de Cheikh-Maksoud (voir carte ci dessus). *« Une enclave située dans le nord de la ville, contrôlée depuis trois ans par le PYD : le Parti de l'union démocratique (...) dont la branche armée, les Unités de protection du peuple (PYD) est une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc », explique Madjid Zerrouky dans un article du monde.⁴⁵ Pour l'historien Jean-Pierre Filiu, le quartier de Cheikh Maksoud est assimilé à « un quartier gouvernemental » car « dans l'assaut donné, le PKK et sa branche locale se sont associés à l'offensive gouvernementale ».⁴⁶*

⁴⁴ Ces milices étrangères qui reconquièrent la Syrie pour Bachar Al- Assad, par Catherine Gouëset, 7/12/2016, lexpress.fr

⁴⁵ « Les kurdes d'Alep profitent de l'avancée du régime syrien », Madjid Zerrouky, lemonde.fr, 29/11/2016.

⁴⁶ Voir note n°23.



➤ Simplifier

La multiplicité et la complexité des acteurs, la fragilité des alliances qu'ils nouent entre eux ainsi que leurs stratégies volatiles dues à un certain opportunisme rendent complexe la compréhension du conflit.

Que faut-il faire dans ce cas là ? Expliquer aux lecteurs la diversité et la complexité des forces en présence au risque de les perdre et de les désintéresser ou simplifier au risque de passer à côté de la complexité de la guerre ?

Pour de nombreux journalistes que nous avons rencontrés tels que Hala Kodmani (Libération) ou Alain Ménargues (ancien directeur de l'information à RFI), il faut simplifier. « *J'estime que pour comprendre l'essentiel, il ne faut pas aller se perdre dans des détails. Il n'est déjà pas évident de maîtriser qui est avec qui. Les alliances se font et se défont sur le terrain. C'est peut-être pas la peine de*

mentionner les noms de chaque brigade et qui est avec qui. C'est barbare tous ces noms, un lecteur s'y perd. Il faut simplifier autant que possible », nous a confié la journaliste syrienne Hala Kodmani, qui couvre la guerre en Syrie pour le journal Libération.

B- Honnêteté, transparence et humilité

1- Honnêteté

« La première obligation du journalisme est le respect de la vérité »⁴⁷, peut-on lire dans le livre *« Principes du journalisme : ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger »* écrit par Bill Kovach et Tom Rosenstiel.

Malgré leurs divergences idéologiques, la plupart des journalistes que nous avons rencontrés se sont tous accordés sur une notion essentielle : un journaliste qui couvre le conflit syrien (et tout autre évènement par ailleurs) doit faire preuve d'honnêteté. *« Ce qui est plus sacré que la neutralité, c'est l'honnêteté »*, nous a confié le photographe franco-syrien Ammar Rabbo. *« On ne doit ni mentir, ni fabriquer, ni créer des situations qui n'existent pas (...) dans des conflits comme cela, c'est difficile de dire je suis neutre (...) les lecteurs attendent un certain engagement, mais toujours dans l'honnêteté. Ça veut dire, je ne vais pas vous mentir, je vais vous raconter ce qu'il s'est passé, mais avec mon émotion. »* a-t-il déclaré. Une vision du métier que partage également Omar Ouahmane, correspondant de Radio France à Beyrouth. *« Un journaliste qui n'est pas honnête, n'est pas journaliste. Il faut qu'il arrête le métier et qu'il fasse autre chose »*, nous avait confié le grand reporter.⁴⁸

Le conflit syrien déchire sa population entre elle, mais aussi les journalistes qui couvrent le conflit. Si chacun a ses convictions, l'honnêteté de dire la vérité doit toujours primer. Ouvertement hostile au régime de Bachar Al-Assad, les

⁴⁷ « Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger », Bill Kovach, Tom Rosenstiel, p 63

⁴⁸ Entretien téléphonique réalisé en avril 2017

journalistes franco-syriens Hala Kodmani (Libération) et Ammar Rabbo (Freelance) nous ont confié qu'ils faisaient la part des choses entre leurs convictions et les faits. « *Quand il y a des faits objectifs, tout le monde se retrouve dessus* », a déclaré Hala Kodmani.

Une honnêteté intellectuelle que s'impose également Karam Al Masri, journaliste à l'AFP présent dans les quartiers d'Alep-Est. « *Même si je suis un sympathisant de l'opposition et que je vis dans une zone de l'opposition, même si j'ai participé aux manif contre le régime, j'évite en filmant d'être subjectif et de prendre le parti de l'opposition. Si celle-ci commet une erreur, je la rapporte* », a-t-il déclaré dans un entretien publié sur le site de l'AFP.⁴⁹

➤ Transparence

Dans le livre intitulé « Principe du journalisme », les deux auteurs Bill Kovach et Tom Rosenstiel évoquent une notion qu'ils jugent tous deux importante : « la transparence »⁵⁰. « *Elle constitue de ce fait la meilleure protection contre les erreurs et les tromperies imputables aux sources. Si l'information que détient un journaliste provient d'une source potentiellement tendancieuse, le fait de révéler cette source mettra le public en garde et dissuadera peut-être aussi ladite source de diffuser une information biaisée.* »

C'est ce que pense Sammy Ketz, chef du bureau de l'AFP à Beyrouth. Dans un article intitulé « *Couvrir la guerre en Syrie, une mission impossible ?* »⁵¹, publié sur Slate, il revient sur le devoir de transparence et d'honnêteté des journalistes qui couvrent le conflit syrien. « *Il faut absolument dire à nos lecteurs dans quelles conditions on travaille* » a-t-il déclaré. Avant d'ajouter, « *on ne tombe pas par hasard sur une brigade de l'armée syrienne. Comprenez: on y est intégré par le ministère de l'Information dans le cadre d'un reportage autorisé par le régime. On ne peut pas faire l'impasse là-dessus! Vu les restrictions auxquelles font face les*

⁴⁹ « Couvrir Alep, la peur au ventre et le ventre vide », par Karam Al-Masri et Rana Moussaoui, publié sur le Making-of de l'AFP, le 26/09/2016

⁵⁰ « Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger », Bill Kovach, Tom Rosenstiel, p 146

⁵¹ « Couvrir la guerre en Syrie, une mission impossible ? », Marine Pradel, Slate, septembre 2016

journalistes, chaque accès, qu'il soit accordé par l'armée syrienne ou par un groupe rebelle, a une raison politique. Il faut dire à nos lecteurs: "Mon papier c'est celui-ci, je l'ai fait dans ces conditions, vous en tirez vos conclusions"», explique-t-il.

« La règle d'or de la transparence veut que le journaliste se pose, pour chaque fait qu'il relate, la question suivante : " Que doit savoir mon public pour être à même de juger par lui-même de la valeur de cette information ? Y-a-t-il dans notre manière de la traiter, quelque chose qui demande à être mieux expliqué ?" », ⁵²expliquent Bill Kovach et Tom Rosenstiel.

➤ Humilité :

Le dernier principe énoncé par les deux auteurs est l'humilité, qu'ils définissent ainsi : *« le journaliste doit faire preuve d'humilité en ce qui concerne ses propres capacités. En d'autres termes, il doit non seulement se défier systématiquement de ce qu'il voit et entend, mais aussi mettre en doute sa capacité à en comprendre le sens exact »* .⁵³

Pour Hala Kodmani, un journaliste se doit de dire à son lecteur lorsqu'il n'est pas en mesure de lui fournir une information précise et viable. Elle donne l'exemple du nombre de combattants du Front Al-Nosra présents à Alep. *« Moi je disais que c'était impossible à vérifier, certains disaient qu'ils représentaient la majorité des combattants, les estimations russes disaient entre 3000 et 5000 djihadistes. Ici, je n'avais vraiment aucun moyen de vérifier. Je le reconnais. Je ne veux ni croire la propagande russe, ni croire les rebelles. On n'a pas les moyens de vérifier. L'honnêteté c'est de le dire. Le journaliste peut très bien dire : « Nous n'avons pas de sources fiables. »*

Une rigueur que s'est imposé également Karam Al-Masri, journaliste de l'AFP présent à Alep-Est, adepte de l'axiome *« Dans le doute, abstiens-toi ! »* . *« Cette*

⁵² « Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger », Bill Kovach, Tom Rosenstiel, p 147

⁵³ « Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger », Bill Kovach, Tom Rosenstiel, p 155

profession, je pense qu'elle est sacrée. Je suis très prudent, s'il y a un doute ou un truc pas réaliste, je ne filme pas », a-t-il déclaré dans un article publié sur le site de l'AFP⁵⁴.

C- Contrer propagande et désinformation.

La bataille d'Alep ne s'est pas jouée uniquement sur le terrain. A cette guerre physique, s'est ajoutée une guerre de désinformation⁵⁵ et de propagande⁵⁶ qui a eu lieu sur les réseaux sociaux. Malgré les bombardements et les destructions d'infrastructures, de nombreux habitants d'Alep-Est ont eu un accès à internet, jusqu'au dernier jour du siège. Omar Ouahmane, correspondant à Beyrouth pour Radio France est revenu sur cette situation inédite, dans l'émission de Caroline Broué⁵⁷. « *C'est nouveau, on a une situation à huis-clos, ils sont assiégés, mais sont en lien direct avec les journalistes du monde entier* » a-t-il déclaré. Dans un entretien réalisé en avril 2017, il nous a confié que les rebelles avaient pu compter sur l'aide logistique de la Turquie et des pays alliés pour continuer à avoir internet.

Si les réseaux sociaux ont permis d'informer le monde entier sur un terrain fermé aux journalistes, ils ont largement contribué à propager de fausses informations venues de tous les camps. « *Les partisans de l'axe Damas-Moscou-Téhéran y excellent, mais les rebelles et leurs défenseurs utilisent les mêmes armes, à une échelle différente, moins massive* », peut-on lire dans un article intitulé « *Alep : faux et usage de faux* »,⁵⁸ écrit à huit mains par quatre journalistes de Libération.

Le gouvernement a également tenté de faire entendre sa voix. La propagande était diffusée sur les réseaux sociaux et reprises par des médias directement financés par le gouvernement russe tels que « Sputnik » ou « Russia Today ». Des

⁵⁴ Voir note n°27

⁵⁵ Selon la définition du Larousse.fr, la désinformation désigne le fait de désinformer, c'est à dire d'utiliser les médias pour faire passer un message susceptible de tromper ou d'influencer l'opinion publique.

⁵⁶ Selon la définition du Larousse.fr, Action systématique exercée sur l'opinion pour lui faire accepter certaines idées ou doctrines, notamment dans le domaine politique ou social.

⁵⁷ Voir note 19.

⁵⁸ « *Alep : faux et usage de faux* », Pauline Moullot, Luc mathieu, Hala Kodmani, Veronika Dorman, Libération, 16 décembre 2016

informations également propagées par des sites connus pour leur rapport ambigu avec la vérité. C'est le cas de *Boulevard Voltaire* par exemple, fondé par le maire de Béziers Robert Ménard.

« Cette pénurie de sources d'informations, combinée au discrédit croissant qui frappe les médias a fait le jeu croissant de ceux qui mettent en doute le travail journalistique occidental, à commencer par les agences d'information russes (...) qui s'en sont donné à cœur joie, en diffusant de la contre-information permanente », déclarait Jean-Marc Four, directeur de la rédaction de France Inter⁵⁹. Parallèlement à cette désinformation, il est revenu sur la propagande véhiculée par les médias russes. « Elles ont sciemment instillé l'idée qu'à Alep, les forces d'Assad étaient un rempart contre l'organisation de l'Etat islamique. Un mensonge puisque Daech a fui la ville depuis longtemps⁶⁰. Elles ont propagé l'idée que la guerre visait à secourir la veuve et l'orphelin. Ainsi, il y a trois jours, l'ambassadeur syrien à l'ONU a brandi une photo censée illustrer cette « opération de sauvetage (photo ci dessous), sauf que ce cliché a été pris à Falloujah en Irak en juin dernier ».



➤ L'exemple d' Eva Bartlett.



ONU : une journaliste démonte en deux minutes la rhétorique des médias traditionnels sur la Syrie

RT France

il y a 4 mois • 837 240 vues

Les médias occidentaux se basent-ils toujours sur des sources crédibles dans leur reportages sur la Syrie ? La réponse de cette ...

Capture d'écran de la vidéo de Eva Bartlett publié par Russia Today sur Youtube.

Sur le compte youtube français de Russia Today⁶¹, une vidéo intitulée « ONU : une journaliste démonte en deux minutes la rhétorique des médias traditionnels sur la Syrie » a été vue plus de 800 000 fois. Elle a été reprise par des sites prorusses de la fachosphère tels que « Le Salon Beige », « Egalité et Réconciliation » ou « Réseau internationale ». L'une des versions publiées sur Facebook a été vue plus de 2 millions de fois.

On y voit une journaliste prénommée Eva Bartlett soi-disant « indépendante », qui accuse les médias occidentaux de mentir sur la Syrie derrière un fond représentant le logo des Nations unies. Elle répond aux questions d'un journaliste norvégien. Selon Eva Bartlett, « aucune organisation fiable n'est présente dans l'est d'Alep, ce qui fait que les médias occidentaux ne disposeraient d'aucune information fiable sur la zone ». Elle attaque l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et les casques blancs. Elle réfute l'idée selon laquelle le gouvernement syrien s'attaquerait à la population civile à Alep, « alors que chaque personne qui revient de ces territoires occupés dit le contraire. » La jeune femme reprend les éléments de langage utilisés par les personnes pro-Bachar.

LES DÉCODEURS

VENONS-EN AUX FAITS

DÉCODEURS | Datavisualisation | Vérification | Nanographix | Contexte | Evasion fiscale | Le blog du Décodex

Fausse images et propagande de la bataille d'Alep

Des fausses informations émanant des deux camps ont accompagné la fin de la bataille, mardi, menée par le régime contre la zone rebelle.

LE MONDE | 15.12.2016 à 06h12 • Mis à jour le 20.03.2017 à 16h31 |
Par Samuel Laurent et Adrien Sénécat

Réagir | Ajouter | Partager (11 939) | Tweeter

Derrière la guerre meurtrière en Syrie se cache aussi un combat médiatique. La victoire de l'armée syrienne sur les rebelles à Alep, mardi 13 décembre, s'est accompagnée de fausses images et d'intox qui compliquent encore un peu plus la tâche à qui veut s'informer sur la situation en Syrie. Et si beaucoup viennent du camp favorable à Bachar Al-Assad, les soutiens des rebelles versent eux aussi dans la désinformation.

La journaliste censée « démonter » la « rhétorique des médias »

« Une journaliste démonte en deux minutes la rhétorique des médias »

14:32 - Boubour -, dis-moi qui tu es

Libération

Propagande prorusse sur Alep : qui est cette «...»

DESINTOX

Propagande prorusse sur Alep : qui est cette «journaliste indépendante» qui cartonne sur le Web ?

Par Pauline Moulot — 15 décembre 2016 à 18:41

La vidéo d'une journaliste soi-disant «indépendante» accusant de mensonges les médias occidentaux sur la Syrie est devenue virale. Son discours ne fait que répéter la propagande prorusse et pro-Damas.

Partager | Tweeter

MADE IN SEPHORA

Des soins MIX & PLAY

⁶¹ <https://www.youtube.com/user/RussiaToday>

Cette vidéo devenue virale a alerté les journalistes français spécialistes des intox et désintox tels que Pauline Moullot (Libération)⁶² ou les Décodeurs (Monde)⁶³ qui ont analysé ce qui se cachait derrière cette déclaration.(cf capture d'écran ci-dessus). A travers leurs articles, on apprend que l'événement n'a pas été organisé par les Nations unies (contrairement à ce que le fond derrière la journaliste pourrait nous faire penser), mais par la mission permanente de la république syrienne aux Nations unies, l'équivalent de son ambassade, *« qui à ce titre, a le droit d'utiliser les salles de presse de l'ONU sans aucun contrôle de l'institution internationale »*, le rappelle Pauline Moullot dans l'article de Libération.

L'événement a été organisé par le régime syrien et une organisation appelée Hands off Syria. Si Eva Bartlett se présente comme une journaliste indépendante, *« ses publications révèlent le profil d'une activiste pro-régime syrien qui écrit régulièrement sur les « mensonges occidentaux », qui dit que « l'ONU étouffe les crimes de guerre », et appelle à « déconstruire le récit occidental » ou encore affirme que « les médias occidentaux ignorent la réalité »*, peut-on lire dans l'article de Pauline Moullot.

Sur le fond, les décodeurs du Monde ont tenté d'expliquer en quoi le discours d'Eva Bartlett était contestable. *« L'analyse qu'elle fait est (...) partielle. D'abord à propos des civils. Les journalistes du Monde à Beyrouth sont par exemple au contact de personnes qui ont fui Alep, et certains récits valident tout à fait l'existence de civils victimes des forces syriennes. Leurs chroniques de l'écrasement de la rébellion se fondent aussi sur des sources institutionnelles, mais également, par exemple, sur les récits de contacts sur place. On peut également citer, parmi d'autres exemples, le travail de Karam Al-Masri, correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) à Alep, qui vient de recevoir le Grand Prix de la Fondation Varenne dans la catégorie « journaliste reporter d'images »*.

⁶² « Alep Faux et Usage de faux », Pauline Moullot, Luc Mathieu, Hala Kodmani, Veronika Dorman, Liberation.fr, décembre 2016

⁶³ « Fausses images et propagande de la bataille d'Alep », Samuel Laurent et Adrien Sénécat, 15/12/2016

- Du côté des rebelles, la propagande et la désinformation sont également de mise

Sam Dubberley, consultant pour Amnesty International a relaté le travail de vérification sur les réseaux sociaux de l'ONG le soir du 12 décembre 2016 dans un article intitulé « Digital Verification and the Battle for Aleppo ». ⁶⁴ L'ONG a tenté de vérifier le maximum de photos et vidéos publiées sur les réseaux sociaux grâce à un outil intitulé « Google Reverse image Search » qui permet à un utilisateur qui doute de la véracité d'une photo de pouvoir voir où et quand cette photo a déjà été publiée sur internet. A titre d'exemple, dans la nuit du 12 au 13 décembre, deux clichés et une vidéo massivement relayés par des activistes et des sympathisants de l'opposition syrienne ne concernaient en rien la situation à Alep. L'ONG nous apprend que cette photo massivement relayée sur Twitter, d'une femme entourée d'enfants morts n'a pas été prise à Alep la nuit du 12 décembre comme indiquée sur la légende, mais date de 2013.

1: Woman Mourns Murdered Children in Aleppo



⁶⁴ <https://medium.com/lemming-cliff/digital-verification-and-the-battle-for-aleppo-55d004f289d5>

➤ La nécessité du fact checking.

« *Si on se laisse manipuler, c'est que l'on est pas bons* » nous a confié Omar Ouahmane, correspondant de Radio France à Beyrouth. Un journaliste travaillant sur le conflit syrien doit être capable de recouper ses informations, de croiser ses sources et de garder en mémoire que toute information publiée, même la plus anodine sert une cause. « *Tout communiqué militaire est d'abord un communiqué politique, et toute image de guerre est d'abord une image politique. Toute image diffusée par quelqu'un sert son intérêt. Il faut savoir décoder au deuxième degré les images et les informations* » déclarait le général Vincent Desportes, dans l'émission « Alep seule au monde »⁶⁵, présentée sur LCI le 15 décembre 2016.

Pour contrer la propagande et la désinformation provenant de tous les camps, les journalistes qui couvrent le conflit syrien ont publié régulièrement des articles dans lesquels ils ont fait du « Fact-Checking », c'est-à-dire qu'ils ont vérifié les faits énoncés en apportant des preuves de leur véracité ou de leur falsification. Dans ce journal de Libération publié le 16 décembre, les journalistes qui couvrent d'habitude la Syrie tels que Hala Kodmani et Luc Mathieu ont travaillé en partenariat avec Pauline Moullet (journaliste spécialiste des Intox/Désintox) et Véronika Doman, spécialiste de la Russie et de l'espace soviétique, pour tenter de déconstruire les principales Intox sur la bataille d'Alep sous forme de huit questions réponses. « Les rebelles d'Alep sont-ils des terroristes ? », « Poutine et Al-Assad luttent-ils contre l'EI ? », « Le « dernier hôpital d'Alep a-t-il



⁶⁵ « Alep seule au monde », 24 heures en question, présenté par Yves Calvi sur LCI, 15 décembre 2016

existé ? », « les rebelles ont-ils retenu des civils ? », « Y-a-t-il eu des scènes de liesse à Alep-Ouest ? »

Un fact-checking également opéré par les Decodeurs⁶⁶ du Monde à propos de nombreuses photos et vidéos partagées qui soi-disant concernaient la bataille d'Alep.

La fausse image d'une orpheline qui tente de survivre

« Une petite fille court pour survivre, toute sa famille a été tuée. Ce n'est pas Hollywood. C'est la réalité en Syrie », annonce la légende de cette image. Elle a été reprise des milliers de fois sur les réseaux sociaux, notamment à partir de ce compte Twitter, le 13 décembre (le message a supprimé depuis) :



بحر الاشواق
@slman710



Suivre

Girl running to survive and All her family have been killed
It's not in Hollywood
This real in syria
[#Save_Aleppo](#)

↳ Voir la traduction



RETWEETS
823

LIKES
494



11:59 - 13 déc. 2016

POURQUOI C'EST FAUX

Il ne s'agit pourtant pas d'une image prise à Alep ces derniers jours, mais d'une image tirée du tournage d'un clip de la chanteuse libanaise Hiba Tawaji en 2014. Des articles d'alors sur la chanson *Al Rabi Al Arabi* contiennent l'image en question. La « petite fille qui court » apparaît en outre dans le clip en question. Preuve que la désinformation n'est pas l'exclusivité d'un camp ou de l'autre.



Hiba Tawaji - Al Rabi Al Arabi [Official Music Video] (2014) - ربيع العربي - هبة تواجي



Hiba Tawaji

1.327.371 vues

⁶⁶ <http://abonnes.lemonde.fr/les-decodeurs/>

III. Une couverture critiquée.

La guerre en Syrie ne divise pas seulement les Syriens entre eux, elle divise également les journalistes français qui couvrent le conflit. La bataille d'Alep n'a pas échappé à la règle. Retour sur une polarisation des opinions et une couverture médiatique qui a fait débat en interne.

A- Critiques entre les journalistes. Faut-il aller sur le terrain ?

Comme dans chaque guerre, les opinions sont très tranchées. Les journalistes français qui ont couvert la bataille d'Alep et plus généralement le conflit syrien, se sont parfois critiqués voire opposés. La dizaine d'entretiens menée nous a permis de nous rendre compte de cette polarisation des opinions.

D'un côté il y a les journalistes qui sont allés sur le terrain, uniquement du côté gouvernemental tels que Georges Malbrunot (Figaro), Régis Lesommier (Paris Match), Valérie Crova (France Inter), Frank Genauzeau (France 2)... De l'autre, il y a les journalistes qui ne pourront pas obtenir de visa de Damas, compte-tenu de leur engagement, des propos qu'ils ont tenus et de leurs affinités avec des membres de l'opposition tels que Hala Kodmani (Libération) ou encore Ammar Rabbo.

Le photographe franco-syrien Ammar Rabbo pense que la possibilité pour les journalistes d'accéder aux zones tenues par le gouvernement syrien a un impact sur le contenu de leur travail. « *Soit vous reprenez ce que les autorités disent et vous revenez, soit vous racontez ce que vous avez envie de raconter, mais vous ne revenez pas* », raconte le photographe.

Les journalistes qui sont allés sur le terrain dans les zones tenues par l'armée progouvernementale et ses alliés ont-ils obtenu leur visa parce qu'ils ont publié des articles complaisants à l'égard de Bachar Al-Assad ?

Non. C'est ce que défendent Georges Malbrunot Régis Le Sommier ou encore Franck Genauzeau que nous avons interrogés.

Le chef du bureau de France 2 au Moyen-Orient a du mal à accepter que cette critique puisse être formulée à l'égard de son travail. « *On galère actuellement pour aller en Syrie, parce que le régime syrien n'a pas apprécié nos directs sur l'attaque chimique de Khan Cheikhoun. Je sais à quel point je me bats avec Damas tout le temps pour obtenir de nouveaux visas, pour réussir à faire en sorte qu'ils se remettent d'un duplex qui ne leur a pas plu. Tout cela demande une énergie dingue, une énergie folle.* »

Régis Le Sommier, directeur adjoint de la rédaction de Paris Match est retourné à Alep en décembre 2016, quand la ville était en passe d'être reconquise par l'armée gouvernementale. Si une femme employée par le ministère de l'Information l'accompagnait lors de ses déplacements, il assure qu'elle ne l'a jamais empêché de parler à qui que ce soit. Il raconte avoir assisté à des bombardements de la part de l'armée russe. « *Je l'ai écrit dans mes papiers. Je les ai entendus. La femme qui nous accompagnait n'allait pas me demander de me boucher les oreilles!* », explique le grand reporter. « *Il faut leur [le régime syrien] imposer nos conditions, dire je dirais " rebelles " et non pas " terroristes ".* »

Georges Malbrunot, grand reporter au Figaro est lui aussi retourné à Alep après la reprise de la ville par l'armée gouvernementale. Interdit de séjour en Syrie entre 2006 et 2011 en raison des propos qu'il a tenus à l'égard des services secrets syriens, il pense qu'il continue à obtenir des visas de Damas en raison des « propos nuancés » qu'il tient à l'égard de la rébellion, qui correspondent selon lui « à la réalité du terrain. » « *Dès 2012, j'ai écrit des papiers sur l'infiltration progressive des djihadistes dans la rébellion (...) à Damas, on s'est dit "Malbrunot il est un peu plus nuancé que les autres ".* » Le grand reporter reproche à certains de ses collègues d'avoir été « *dans l'émotion* » et par conséquent de n'avoir pas vu la réalité en face. « *C'est le wishful thinking, le romantisme révolutionnaire, on a envie d'y croire que Bachar Al-Assad va tomber* », raconte-t-il. « *Si vous mettez en doute la version que le régime va tomber, on vous qualifie de pro-Bachar, c'est le degré zéro de l'analyse !* » « *Il faut avoir beaucoup de recul et réagir avec froideur pour analyser ce qu'il se passe. Pour la presse française ça a été l'emballement* », estime Georges Malbrunot qui ne lit que la presse anglophone qu'il juge « plus nuancée ». Un point de vue que partage Hala Kodmani, journaliste à Libération, « *les anglo-saxons sont un peu plus neutres* », avoue-t-elle.

Ouvertement hostile au régime de Bachar Al-Assad, Hala Kodmani déclare être « *une militante* », pour reprendre ses mots⁶⁷. Interrogée sur les différences de sensibilités et point de vue des journalistes qui couvrent le conflit syrien, elle pense que cette diversité d'opinion contribue « *à la pluralité de la presse française.* » « *Quand il y a des faits objectifs, tout le monde se retrouve dessus. Le jeu de la couverture médiatique n'a pas été d'interpréter différemment telle ou telle chose. Mais de mettre l'accent sur les faits. Par exemple sur Alep, il y avait les feux des projecteurs sur les atrocités, les bombardements, le siège, la faim, les victimes civiles. De l'autre côté, il y avait ceux qui vous disaient " mais non on en fait trop il n'y a pas autant de civils" ».*

« *Moi je revendique mon engagement, les autres ne le revendiquent pas, mais ils sont encore plus partiaux que moi* », détaille la journaliste qui pense que dans ce cas là, « *l'accès au terrain n'est pas la meilleure solution* ». « *Tous les journalistes ces deux dernières années vont du côtés du régime, mais ils ne sont pas libres, ils ne vont pas où ils veulent, ils sont accompagnés d'un traducteur* », raconte-t-elle.

S'impose alors un dilemme. Faut-il continuer à aller dans les zones tenues par le gouvernement quand bien même les journalistes seraient surveillés et contrôlés, ou alors faut-il renoncer à couvrir le conflit depuis la Syrie ?

« *Y renoncer est complètement absurde et contre-productif sur le plan journalistique* », déclare Franck Génaudeau. « *Il ne faut absolument pas abandonner ces terrains, même si c'est compliqué d'y aller. Il y a toujours des choses à tirer de ces zones où notre activité est un peu plus difficile. Comment un journaliste français ou occidental peut-il dire qu'il est hors de question qu'on aille faire des reportages du côté du régime syrien, le seul poste d'observation c'est d'aller du côté des rebelles. C'est comme si tu disais qu'il ne fallait pas aller voir à quoi ressemble la Corée du Nord ou Cuba dans les pires années du régime cubain* », explique le grand reporter. « *Ceux qui disent je n'accepterais pas d'aller du côté du régime syrien, c'est quasi une faute professionnelle, c'est avoir des œillères totales* ».

⁶⁷ Entretien physique mené en avril 2017

Un point de vue partagé par Régis Le Sommier. « *Quand on a l'occasion d'y aller, il faut y aller quelque soient les conditions. Trop de gens parlent de la Syrie, sans y être jamais allés. Quand on peut y aller, on doit le faire* ».

Adam Baczko, doctorant et auteur du livre « *Syrie, anatomie d'une guerre civile* » nous a donné son analyse sur ce clivage entre les journalistes. « *Il y a un alignement très fort entre la position nationale des journalistes et leur position sur la Syrie. La Syrie est un réservoir sur les opinions des gens. Les gens essaient de faire un effort de distanciation, pour autant, ils sont très pris* ». Comprenez, les diverses sensibilités des journalistes qui couvrent la Syrie dépassent le conflit syrien, elles résultent de clivages plus profondément ancrés. Les journalistes qui ne partagent pas la même vision.

« *Il y a une vraie rupture parmi les journalistes français qui couvrent la Syrie (...) c'est une ligne de fracture entre deux façons de pratiquer le métier. Entre ceux qui cherchent la neutralité et ceux qui ne la cherchent plus* », explique Franck Genauzeau.

B- Critiques des médias.

Il existe deux principales critiques adressées aux médias ayant couvert la bataille d'Alep. Premièrement, certains universitaires et journalistes reprochent à des rédactions d'avoir couvert de manière unilatérale ce conflit, c'est-à-dire de s'être concentré sur l'une des parties du conflit en délaissant les autres. La deuxième critique qui leur est adressée, est celle d'avoir véhiculé et propagé une vision manichéenne du conflit syrien. En somme, d'avoir considéré qu'il y avait d'un côté « *les gentils* » (les rebelles) de l'autre, « *les méchants* » (le gouvernement et les autorités).

➤ Couverture médiatique unilatérale et manichéenne

Le 15 décembre dernier, dans l'émission « 24h en questions (LCI) »⁶⁸, le journaliste Yves Calvi a reçu quatre personnalités pour parler du traitement médiatique de la bataille d'Alep par les médias français : le général Vincent Desportes, l'historien Frédéric Pichon, le journaliste Frédéric Pons et la rédactrice en chef adjointe du quotidien La Croix Isabelle de Gaulmyn.

Au cours de cette émission, tous les quatre ont, pour la première fois dénoncé « *la désinformation opérée par les médias* » et « *le parti pris de ces derniers contre Bachar Al Assad* », pour reprendre les termes des invités, une première.

Isabelle de Gaulmyn a évoqué à de nombreuses reprises la couverture médiatique unilatérale opérée par certains médias et formule une sorte de mea culpa. Si elle explique que les journalistes ont majoritairement « *essayé depuis quatre ans (...) de ne pas être d'un côté plus que de l'autre* », la rédactrice adjointe évoque les erreurs des médias français causées par la « *faillite de la diplomatie française* ». « *La presse française (...) a été beaucoup suiviste par rapport à la diplomatie française, on a beaucoup suivi les rebelles, on a donné beaucoup d'infos sur eux et on a un peu oublié l'autre côté. On ne s'est peut-être pas méfiés d'une forme de manipulation de ces gens là. Dans les images il y a du vrai mais il y a aussi du faux des deux côtés. On a eu tendance à dire c'était des bons, il fallait qu'on soit de leur côté sans toujours voir s'il y avait une manipulation. La presse française a tout de suite pris partie contre Bachar Al-Assad, de fait c'est un dictateur, un monstre, en s'aveuglant sur la force et les composantes de l'autre camp (...), on a mis longtemps à voir que du côté des rebelles c'était pas forcément aussi idéaliste que l'on pouvait le dire* », explique Isabelle de Gaulmyn.

Sur le plateau, Frédéric Pons, présenté comme un spécialiste de la géopolitique partage son avis. « *Le Monde, Libération et d'autres ont d'emblée pris le parti du camp rebelle contre Assad, en prenant cette position très idéologique, les médias dominants ont mis des œillères et se sont interdits d'aller chercher d'autres sources informations que celles données par les djihadistes, nos ennemis et ces gens-là*

⁶⁸ Voir note de bas de page n°37.

sont des experts en désinformation, quand on sait que la première victime d'une guerre est la vérité », explique-t-il.

➤ A-t-on donné trop de voix aux rebelles ?

C'est une critique qui a été formulée par plusieurs journalistes. Dans un éditorial intitulé « *Syrie, une victime de plus, la crédibilité médiatique* » et publié par Marianne, le journal qu'il a fondé, Jean-François Kahn,⁶⁹ critique la façon dont la guerre en Syrie a été couverte par certains médias. « *{Cette} façon (...) correspondait de moins en moins à la vérité complexe de ce drame. Une vision, purement idéologique, s'est substituée à la prise en compte objective d'une situation qui échappait totalement au confort intellectuel d'un tel schématisme binaire.* »

Un point de vue partagé par Jean-Claude Guillebaud, ancien journaliste à l'Obs et membre du prestigieux Albert Londres. Il avait salué « le courage d'Yves Calvi »⁷⁰ après la diffusion de deux émissions sur Alep⁷¹. Dans la première émission diffusée le 15 décembre, les invités avaient surpris Yves Calvi, avec des discours qui avaient pris⁷² selon Jean-Claude Guillebaud, « *le contre-pied des éléments de langage en usage, à ce moment-là, dans les médias.* » Etonné par les propos de ses invités, Yves Calvi avait alors choisi de revenir seul sur le sujet d'Alep avec cette fois Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le Renseignement lors d'une émission diffusée le 21 décembre. Ce dernier confirma les analyses de l'émission précédente, et en rajouta, en parlant d'une « énorme falsification de l'information », allant jusqu'à dire « *On s'est fait rouler dans la farine avec Alep.* »

⁶⁹ <https://www.marianne.net/debattons/editions/syrie-une-victime-de-plus-la-credibilite-mediatique>

⁷⁰ « Le courage d'Yves Calvi », Jean-Claude Guillebaud, Teleobs.nouvelobs.com, 9/01/2017

⁷¹ Emission avec Eric Denécé.

⁷² Voir note n°52

Les deux points de vue de ces journalistes ont été analysés par Mathieu Beigbeder, journaliste d'@si.⁷³ Tous deux ont dénoncé une « faillite » et une « absence de recul » dans la couverture médiatique de la bataille d'Alep.

Mathieu Beigbeder est revenu sur les critiques formulées par J.F Kahn⁷⁴ dans son édito où ce dernier accuse les médias « traditionnels » d'avoir eu un « *penchant pour les rebelles* », en multipliant par exemple les « *manchettes chocs* » comme celle du journal Libération du 14 décembre.

200 € Première édition 30 100€

MERCREDI 14 DÉCEMBRE 2016

www.liberation.fr



Autre méthode pointée par J.F Kahn qui a contribué à donner de la voix aux rebelles: la mise en avant de « *figures héroïques ou émouvantes secrétées pendant le siège d'Alep* », tels que Ismaël al-Abdullah. Un casque blanc résidant dans les quartiers d'Alep-Est avec qui s'entretenait quotidiennement



Hugo Clément, journaliste dans l'émission Quotidien diffusé sur TMC. Dès qu'il le pouvait, le journaliste français skypeait avec le casque blanc et lui demandait comment se passait la vie à Alep-Est, comment allaient ses amis.

La plupart du temps, on voyait le casque blanc marcher dans Alep en ruines, avec en fond sonore les bombardements russes. Dans l'article publié par Arrêt sur Image, Mathieu Beigbeder critique le fait



Capture d'écran d'une conversation skype diffusée sur TMC entre Hugo Clément et Ismaël.

que l'on ait donné quotidiennement la parole à ce jeune aleppin, alors même que « *la neutralité des casques blancs a été contestée* ».

⁷³ Arrêt sur images

⁷⁴ L'édito n'étant plus disponible gratuitement sur internet, nous avons pris les critiques formulées par M.Kahn qui étaient reprises par Arrêt sur images.

Aurait-il fallu que Quotidien donne plus d'éléments de contexte sur les casques blancs ? Aurait-il fallu qu'il donne également de la voix aux personnes se trouvant dans les zones tenues par les troupes loyalistes ?

Mathieu Beigbeder évoque également sur la publication par de nombreux médias français et étrangers des tweets de Bana Al-Abed, une fillette syrienne qui a raconté ses dernières heures dans les quartiers d'Alep-Est.

« *Des phrases d'enfants toutes simples, écrites par sa mère Fatemah, des photos d'elle et de ses petits frères dans leur appartement* », tel était le contenu des tweets de la jeune fille. Au fur et à mesure de l'avancée des troupes de Bachar Al-Assad, les messages semblaient décrire une situation de plus en plus désespérée.



Des tweets qui ont suscité des interrogations comme le rapporte Big Browser, un blog de la rédaction du monde.⁷⁵ « *La médiatisation de la parole de Bana et de sa mère engendre des interrogations – Pourquoi fait-elle cela ? Qui la finance ? – et des menaces, physiques et psychologiques. (...) Aux accusations de manipulation, la mère de famille de 26 ans répond que “notre but est seulement d’aider les civils d’Alep comme nous à être évacués de la zone de guerre. Rien d’autre”.* « *Et à ceux qui s’étonnent inlassablement qu’elle puisse recharger son téléphone alors que l’alimentation en électricité est sporadique, elle répond : “Je recharge mon téléphone avec des panneaux solaires et notre but est simplement que les civils d’Alep comme nous puissent être évacués du champ de bataille. Rien d’autre.”* »
« *Le New York Times a également comparé certaines vidéos postées par Bana avec des images satellites. Elles ont bien été tournées à Alep-est, mais il se pourrait bien que tous les posts n’aient pas été postés de là-bas.*»

⁷⁵« A Alep, la fillette qui raconte la guerre sur Twitter suscite quelques interrogations », publié le 7.12.2016 par Big Browser, un blog de la rédaction du journal Le Monde

« S'il semble évident que la mère de Bana retranscrit les impressions de sa fille et les traduit en anglais, elle les signe quand même du nom de la petite, ce qui entretient les soupçons. », peut-on lire sur l'article de Big Browser.

Peut-être aurait-il fallu que les médias qui ont relayé les tweets de la petite fille syrienne prennent le temps d'informer leurs lecteurs sur les soupçons et interrogations que suscite cette affaire. D'autant plus que les médias ont déjà été piégés par une affaire similaire. Il y a six ans, on découvrait le blog de Amina, une jeune lesbienne vivant en Syrie, qui relayait son combat pour l'arrivée de la démocratie dans son pays. Alors que les médias du monde entier ont relaté cette histoire et que des groupes de soutien se sont formés sur Facebook, on a découvert qu'Amina était en réalité un américain de 40 ans, Tom MacMaster, étudiant en master à l'Université d'Edimbourg en Ecosse.⁷⁶

Lors d'un conflit, toutes les parties se servent des réseaux sociaux pour défendre leur cause, c'est ce qu'il s'est passé autour de la bataille d'Alep.

Sur le plateau de 24 h en questions, l'historien Frédéric Pichon critique ce « *flot d'images* » et cette « *information compassionnelle*. » Pour autant, ce dernier défend la démarche des médias. « *Sur les réseaux sociaux, on se méfie de la parole médiatique. Mais ce n'est pas vrai, le système médiatique ne s'est pas ligué contre ceux qui avaient une parole différente sur le conflit syrien. Je pense surtout que le système médiatique a été une victime technique de ce qu'est cette guerre en Syrie qui est un huis-clos, difficile d'accès. Il y a le problème de la saturation des réseaux sociaux. Jamais on a pu voir autant d'images, jamais on a pu en faire circuler autant à la fois. Les médias étaient pris en étau avec l'incapacité d'être sur place* », explique-t-il.

⁷⁶ « La blogueuse syrienne était un étudiant américain », Chloé Woitier, lefigaro.fr, 13/06/2011.

- La difficulté pour les médias de traiter de la situation à Alep: l'exemple développé par Arrêt sur images

Dans l'article d'@si, Mathieu Beigbeder ⁷⁷ analyse en profondeur un exemple donné par J.F Kahn, qui est selon nous symptomatique de la difficulté qu'ont eue les médias à accéder à une information précise en Syrie.

Cette couverture imprécise a pu susciter des critiques à leurs égards. Souvent, les rédactions étaient contraintes de travailler avec le peu d'informations dont elles disposaient. Jean-François Kahn a écrit dans son éditio que : *« lors de la destructrice reconquête d'Alep-est, l'ONU fit état, avec des réserves, de deux informations: l'une selon laquelle les forces pro-Assad avait exécuté, au cours de leur progression, 80 civils ; l'autre selon laquelle les rebelles avaient, eux, pour éviter un retournement de la population en leur défaveur, exécuté également 80 civils" »*. Suite à cette information, il affirme que les médias ont *« simplement mis en exergue, sans recul, la première assertion et quasiment occulté la seconde »*.

Dans une analyse précise, Mathieu Beigbeder détaille les trois affirmations données par Jean-François Kahn et tente de les vérifier. Il compare en effet la manière dont tous les médias français ont parlé de ces deux informations (Le Figaro, l'Express, 20 minutes, LCI, France 24, La Voix du Nord, Le Monde, Libération, France 2, TF1...) L'information selon laquelle les forces pro-Assad ont exécuté 80 civils a été reprise presque partout sur la presse en ligne, dans la presse papier également et dans les journaux télévisés. Concernant les exactions pro-rebelles, l'information est moins présente dans la presse. Mathieu Beigbeder note que Libération utilise du conditionnel, que l'AFP reste flou et titre ainsi *« des civils empêchés de fuir Alep-Est, d'autres portés disparus à l'Ouest »*. Le Monde ne mentionne pas l'information et Libération le fait dans un article en évoquant *« des informations contradictoires des responsables de l'ONU qui accusent tour à tour les combattants rebelles d'empêcher les civils de fuir, et les forces du régime de tirer sur les déplacés »*.

⁷⁷ Voir note n°41

Le journaliste d'@si nuance les propos de Jean-François Kahn en reprenant précisément la publication de l'ONU. « *L'ONU affirme que selon des sources entre le 20 novembre et le 1^{er} décembre, des groupes armés de l'opposition ont tiré sur des civils qui tentaient de fuir vers Alep-Ouest.* »

« *Aucun chiffre précis sur le nombre de civils tués par les rebelles n'est donné par l'ONU contrairement à ce qu'affirme Kahn* », écrit le journaliste d'@si. « *En résumé, si l'on ne peut affirmer que l'information de l'ONU a été "occultée", on peut dire qu'elle a été beaucoup moins mise en avant que l'autre. L'accusation de Kahn tient donc la route, sous réserve de rappeler que c'est bien l'ONU (et non pas la presse) qui s'est montrée plus allusive sur les exactions des rebelles, que sur celles des forces de Bachar Al Assad* », écrit Mathieu Beigbeder.

Les informations qui proviennent du conflit syrien sont parfois floues, d'autres fois imprécises. Si certains médias se contentent de relayer ces imprécisions, d'autres ne diffusent que des informations certifiées. Les médias français ont été souvent critiqués alors qu'ils n'étaient pas toujours responsables du manque d'informations sur la bataille d'Alep. Le fait qu'Alep Est a été un huis-clos pendant de longues semaines a eu un sérieux impact sur la qualité de l'information.

Présent pendant la guerre civile qui a touché le Liban dans les années quatre-vingt, le chercheur Frédéric Pons explique sur le plateau de l'émission 24 heures en question ⁷⁸ qu'à l'époque « *les grands journaux annonçaient des dizaines de milliers de morts, et les chrétiens sur place disaient eux-mêmes que ce n'était pas vrai. Il y a eu 1500 morts, les gens apprennent à se protéger, il y a l'effet de répétition des images* », dit-il.

Est-ce le cas de la bataille d'Alep ? Les bilans ont-ils été sous-évalués ou au contraire surévalués ?

Ce sont des questions auxquelles il est particulièrement difficile de répondre. Pourtant, dans quelques mois et années, les coupables de ces crimes devront payer pour toutes les vies qu'ils ont massacrées. De longues opérations de comptage seront menées pour tenter de chiffrer, le bilan d'une guerre qui aura déchiré un peuple entier.

⁷⁸ Voir note n°61

Conclusion :

La bataille d'Alep a été largement couverte par les médias français. Des journalistes ont été envoyés dans les zones tenues par le gouvernement de Bachar Al-Assad, (même si l'attribution de visas était aléatoire et complexe), à condition qu'ils n'aient pas été dans les zones tenues par la rébellion. Sur place, leur travail était souvent surveillé et encadré par des agents du régime, ce qui ne les a pas empêchés d'être critiques à son égard.

Si pour des raisons sécuritaires, aucune équipe n'a été envoyée dans les zones tenues par les rebelles, les journalistes sont tout de même parvenus à informer sur la situation de ces quartiers, grâce à leurs collègues de l'AFP présents sur place, aux informations de l'OSDH, à celles des différentes ONG travaillant sur place, et à leurs sources personnelles. Aussi paradoxale que cela puisse paraître, les rebelles ont eu accès à internet pendant toute la durée du conflit. De nombreux journalistes ont donc pu être informés de la reconquête des quartiers par le régime grâce aux réseaux sociaux tels que Twitter, Skype ou Facebook. Contraints de travailler depuis leur bureau, beaucoup de journalistes ont expérimenté le « *journalisme de terrain de bureau* » (pour reprendre l'expression de Caroline Broué, journaliste sur France Culture) et ses limites. La qualité et la précision de l'information étaient parfois pénalisées par les différents intermédiaires biaisés qui la relayaient. Souvent long, le travail de recoupage était plus que jamais nécessaire.

Si les médias ont largement couvert la bataille d'Alep. L'ont-ils fait correctement ? Dans un premier temps, nous serions tenté de répondre positivement à cette question. Ils ont en tout cas essayé d'informer le public sur une bataille complexe, qui réunissait des grandes puissances régionales composés d'alliances aussi fragiles qu'opportunistes. Ni les troupes gouvernementales, ni les groupes composant l'opposition ne formaient de groupes homogènes. De nombreux reportages et articles explicatifs ont proposé un tableau simplifié des événements pour permettre à un public non spécialiste de comprendre. Des journalistes de grands médias ont régulièrement parlé des conditions dans lesquelles ils étaient contraints de travailler, et des limites auxquelles ils étaient confrontés. De nombreux articles dénonçant les intox venus de tous les côtés se sont multipliés.

Néanmoins, la couverture médiatique de la bataille d'Alep est critiquable pour différentes raisons. Dans leur livre intitulé *Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*⁷⁹, Bill Kovach et Tom Rosenstiel listent d'entrée de jeu les principes du fondement du journalisme : respect de la vérité, servir en priorité les intérêts du citoyen, vérifier les informations.....Parmi les neuf points explicités, deux d'entre-deux retiennent notre attention. « *Le journaliste doit offrir au public une tribune pour exprimer ses critiques et proposer des compromis* ». Et « *Le journalisme doit fournir une information complète et équilibrée.* »

Les critiques à l'égard de la couverture médiatique ont été tardives en public, mais nombreuses en privé. Donner de la voix à ceux qui étaient contre la vision propagée par les médias aurait peut-être permis d'obtenir une couverture médiatique plus nuancée. A-t-on suffisamment questionné l'intégralité des informations qui étaient relayées ainsi que la nature et les objectifs des acteurs dont les journalistes parlaient ? A-t-on suffisamment nuancé les propos qu'ils tenaient ?

Concernant la diffusion d'une information complète et équilibrée, une question se pose. Toutes les parties ont-elles bénéficié de la même couverture médiatique ? Certains seraient tenté de répondre non, de dire que toutes les actions commises par les différents camps n'ont pas été reportées de la même manière dans les médias. Ils regrettent d'avoir dressé le tableau d'un conflit simpliste et manichéen, d'avoir parfois mis l'accent sur des informations provenant d'un seul côté. Certains formulent un mea culpa, d'autres ont l'impression d'avoir été « roulé dans la farine », pour reprendre l'expression du directeur du Centre français de recherche sur le Renseignement, Eric Dénécé.

Il ne faut pas oublier que les journalistes étaient parfois obligés de faire avec le peu d'informations dont ils disposaient. Le fait qu'Alep-Est ait été un huis-clos pendant de nombreuses semaines a eu un impact non négligeable sur la qualité de

⁷⁹ « Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger », Bill Kovach, Tom Rosenstiel, p 19

l'information reçue. Les médias n'étaient pas toujours responsables des informations imprécises et incomplètes qui leur parvenaient.

Au cours de la dizaine d'entretiens que nous avons menés, nous nous sommes aperçus que les journalistes ont été nombreux à critiquer leur propre travail mais surtout celui de leurs confrères. Bien qu'elles aient été très violentes, ces critiques en interne semblent nécessaires et constructives. Comprendre les erreurs qui ont été commises sur la couverture médiatique de la bataille d'Alep permettra dans le futur d'obtenir une couverture plus complète et nuancée d'autres événements similaires. La critique constructive est donc plus que jamais nécessaire dans ce genre de conflit où les opinions sont polarisées. « Une seconde de conscience critique équivaut à une vie de travail aveugle », disait l'écrivain tchadien Mahamat Haroun.

Annexes :

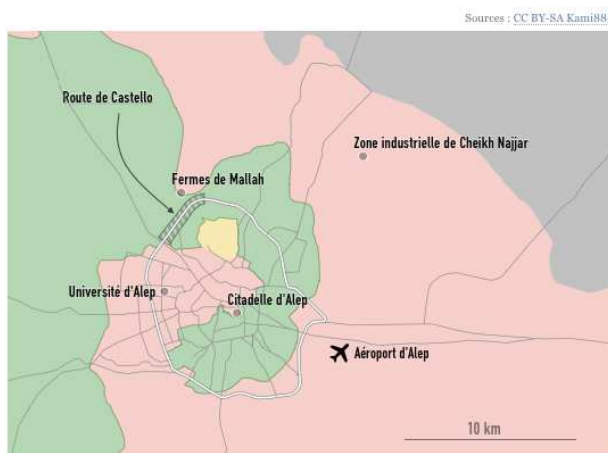
1- Carte de la bataille d'Alep de juillet à décembre 2016.

Evolution de la bataille d'Alep. Source lemonde.fr

La bataille d'Alep : septembre 2015 - décembre 2016

Légende

- Rebelles dominés par des coalitions islamistes (hors EI)
- Régime de Damas
- Kurdes de Syrie
- Organisation Etat islamique



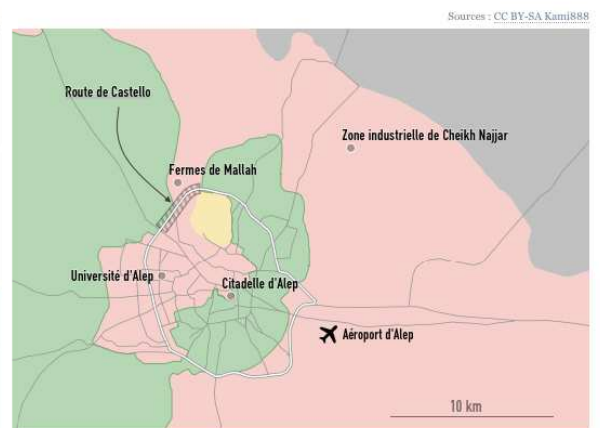
9 JUIL. 2016



La bataille d'Alep : septembre 2015 - décembre 2016

Légende

- Rebelles dominés par des coalitions islamistes (hors EI)
- Régime de Damas
- Kurdes de Syrie
- Organisation Etat islamique



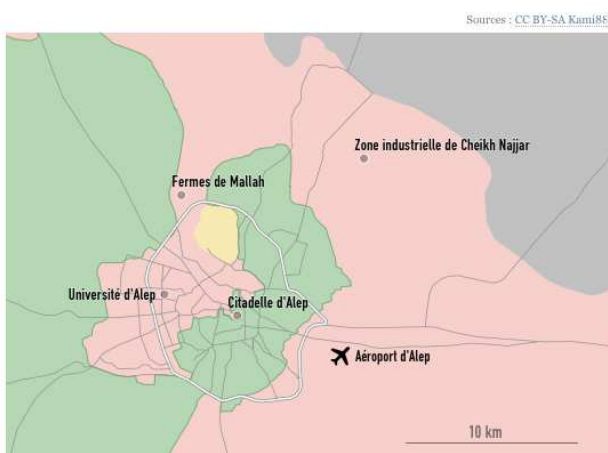
6 AOÛT 2016



La bataille d'Alep : septembre 2015 - décembre 2016

Légende

- Rebelles dominés par des coalitions islamistes (hors EI)
- Régime de Damas
- Kurdes de Syrie
- Organisation Etat islamique



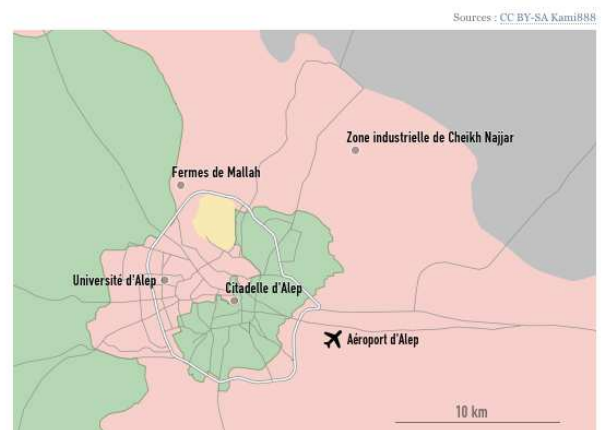
30 AOÛT 2016



La bataille d'Alep : septembre 2015 - décembre 2016

Légende

- Rebelles dominés par des coalitions islamistes (hors EI)
- Régime de Damas
- Kurdes de Syrie
- Organisation Etat islamique



15 OCT. 2016

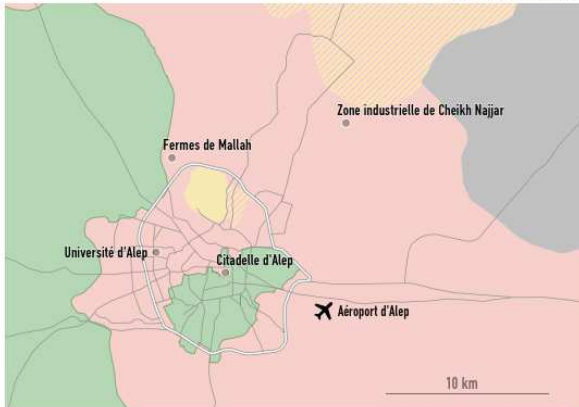


La bataille d'Alep : septembre 2015 - décembre 2016

Légende

- Rebelles dominés par des coalitions islamistes (hors EI)
- Régime de Damas
- Kurdes de Syrie
- Organisation Etat islamique

Sources : CC BY-SA Kami888



28 NOV. 2016



La bataille d'Alep : septembre 2015 - décembre 2016

Légende

- Rebelles dominés par des coalitions islamistes (hors EI)
- Régime de Damas
- Kurdes de Syrie
- Organisation Etat islamique

Sources : CC BY-SA Kami888



4 DÉC. 2016



La bataille d'Alep : septembre 2015 - décembre 2016

Légende

- Rebelles dominés par des coalitions islamistes (hors EI)
- Régime de Damas
- Kurdes de Syrie
- Organisation Etat islamique

Sources : CC BY-SA Kami888



11 DÉC. 2016



La bataille d'Alep : septembre 2015 - décembre 2016

Légende

- Rebelles dominés par des coalitions islamistes (hors EI)
- Régime de Damas
- Kurdes de Syrie
- Organisation Etat islamique

Sources : CC BY-SA Kami888

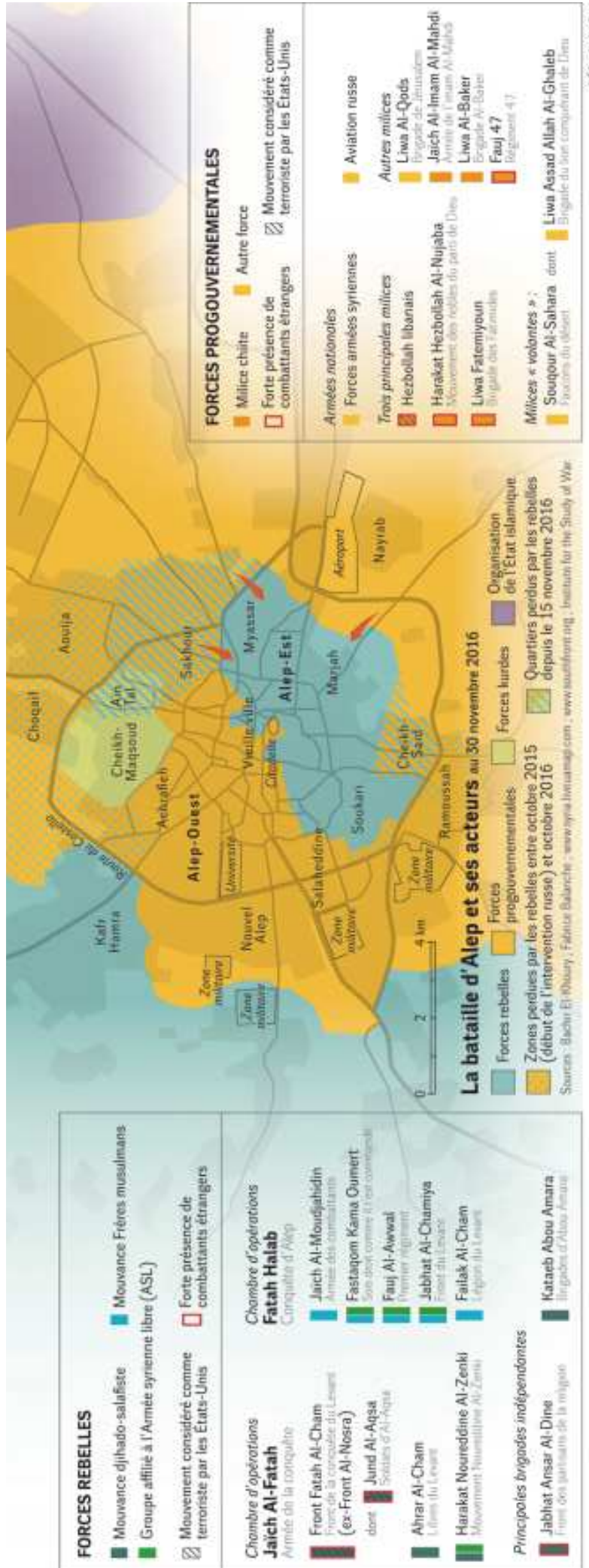


14 DÉC. 2016



2- Carte des forces en présence à Alep.

La bataille d'Alep et ses acteurs, Cécile Marin, décembre 2016, le Monde diplomatique



3- Entretiens :

Entretien physique avec Georges Malbrunot au siège du Figaro en janvier 2017.

Quelles ont été vos sources sur place à Alep ?

Le CICR c'est eux qui ont géré l'évacuation. Marianne Gasler je la connais depuis 15 ans, elle m'a parlé, ce qu'elle ne fait pas à d'autres. Une de mes sources très importante : sur place Moktar Lamani, qui était le représentant de l'ONU sur place entre 2012 et 2014. Il a été très utile pour moi. Il me disait « la rébellion, il faut parler d'oppositions avec un S ». J'écoutais aussi les opposants qui n'étaient pas dans l'émotion comme Haytham Manna : provocateur mais il est dans le réalisme, quand vous le voyez il vous donne de l'information

Les médias ont ils été en tort ? Ont ils suivi position diplomatique de la France ?

Non pas forcément, les médias ont été dans une posture de romantisme révolutionnaire. Printemps 2011, Ben Ali tombe, Moubarak tombe, des dictateurs tombent, des révolutionnaires sympathiques, des blogueurs, beaucoup de jeunes journalistes sur le terrain. Ce sont des régimes corrompus, despotiques, dictatoriaux pour lesquels on n'avait pas beaucoup de sympathie. La Syrie est un régime encore plus dictatorial, fermé aux journalistes, qui nous a fait mal donc certains ont envie de prendre leur revanche quelque part c'est un peu comme les diplomates.

Il y a eu beaucoup de « wishful thinking, » (romantisme révolutionnaire). On n'a pas voulu voir les choses. C'est l'exception syrienne, un régime qui a développé une sophistication de ses moyens de répression. C'est un régime brutal qui ira jusqu'au bout, qui a des appuis populaires de la part de minorité notamment.

C'est la somme de tout ça : un régime fermé, des jeunes journalistes, d'autres qui ont envie de prendre leur revanche. C'est ce qui explique que le réalisme ne

transparaissant pas. Il fallait être des vieux briscards. Regardez ceux qui ne ne sont pas trompés : Samy Ketz, 65 ans, Robert Fize, 70 ans ...

Que pensez vous du fait que l'AFP reprenne les informations de l'OSDH ?

Ca me dérange pas. Rami Abdelrahmane n'est pas une mauvaise source. Il y a un réseau énorme. Rami je l'ai au téléphone, il est pas mauvais, mais c'est pas suffisant. Il faut varier et pas avoir trop de sources impliquées dans la révolution dans le régime

Quand êtes-vous allé à Alep pour la dernière fois ?

J'y suis allé du 22 au 24 décembre. J'ai obtenu un visa du consulat. La Syrie j'y vais depuis 25 ans. J'ai été interdit de séjour entre 2006 et 2011 car les moukabarats syriens ⁸⁰n'ont pas aimé que je parle des alaouites.

Il disait que je n'étais pas contrôlable. En 2011, je me suis fait invité par une businesswoman qui m'a dit : « Would you like to come to see the truth ? »

C'était une femme d'industriel côté régime. J'y suis allé, c'était un voyage organisé avec 120 invités, de la propagande du régime. Tout le monde est reparti et moi je suis resté 6 jours de plus. C'était la fin du ramadan, la fin des révoltes pacifiques et donc j'ai fait une page sur la répression sanglante, ils tiraient dans les genoux pour qu'il n'y ait plus de volonté de manifester pacifiquement. J'ai écrit des papiers sur l'infiltration progressive des islamistes. En Avril 2012 j'ai fait un papier intitulé « la Syrie nouvelle terre de djihad ». A Damas, on s'est dit Malbrunot un peu plus balancé que les autres.

Les médias français sont-ils passés à côté de la complexité de la guerre ?

Complètement ! Je lis peu les médias français. Je lis les médias anglo-saxons et les traductions des médias arabes. C'est comme les think tank, il y a en a énormément, qui sont liés au quai d'orsay. Depuis 2013, dans médias et think

⁸⁰ Services secrets

tanks britanniques ou américains, il y a beaucoup plus de remise en questions, d'interrogations, de papiers moins politiquement corrects alors qu'en France il n'y avait rien du tout. Beaucoup de journaux ont fait des erreurs et ne se sont pas privés de donner des leçons. Le Monde m'a dit qu' il ne fallait pas aller interroger Bachar Al Assad. Quand Régis le Sommier a fait son interview, le monde a fait trois papiers pour dire que c'était scandaleux.

Quelles ont été les erreurs commises par les médias?

Il y a eu une manque de connaissance du terrain, des journalistes trop jeunes. La Syrie est un pays fermé. Comptez le nombre de journalistes qui étaient allés en Syrie avant le conflit, y'en a pas 10. Il faut avoir beaucoup de recul et réagir avec froideur pour analyser. C'est une crise qui a fait délirer la presse. Pour rester sur Alep vous avez eu l'exagération sur les civils, à Paris de la quai d'Orsay minimisait les combattants, en disant 200, 300 alors qu'il y avait au moins 350 étrangers.

Si vous mettez en doute version officielle que le régime va tomber, on te qualifie de pro-Bachar, c'est le degré 0 d'analyse. C'est l'emballement. La presse américaine, la fille du NYT Anne Bernard, plus pondérée, globale. Ils ont parlé y'a longtemps des islamistes.

Entretien physique à Paris avec le photographe franco-syrien Ammar Rabbo en février 2017

Quand êtes vous allé à Alep pour la dernière fois?

A Alep Est en été 2014, à Alep Ouest en 2011. J'aimerais bien y retourner, mais bon...

Pourquoi ne pouvez-vous pas y aller?

Le régime syrien a un rapport avec la presse qui est très particulier, il veut bien recevoir une certaine forme de presse et considère que si vous êtes allés de l'autre côté vous êtes des traîtres. C'était quand même beaucoup plus facile d'aller côté rebelles que d'aller coté Assad, vous n'avez pas besoin de visa ou d'être agréé par un ministère. Les factions ou l'armée libre sont presque « friendly », elles aiment bien les journalistes, elles ne rechignent pas à vous transporter, à vous trouver un hébergement.

Faut-il forcément prendre partie pour la couvrir cette guerre?

Disons que c'est un conflit dans lequel on prend partie. Maintenant ce qui est très important et ce qui est même plus sacré que la neutralité, c'est l'honnêteté, on doit absolument être honnête, on ne doit ni mentir, ni fabriquer, ni créer des situations qui n'existent pas. Je dirais que les lecteurs attendent des journalistes un certain engagement. C'est difficile de couvrir par ex la question syrienne sans rappeler qui est Bachar Al Assad, qui était son papa,

Quelles sont vos sources sur le terrain?

Quand je n'y vais pas j'ai mes journalistes, activistes, les gens avec qui je travaille. J'en ai quelques-uns à Alep Ouest, mais en général soit ils ont peur de discuter, soit

ils vous racontent des trucs en prenant des pincettes, ça m'intéresse aussi d'avoir leur ressenti. Mais en attendant ceux qui se prenaient les tapis de bombe ce n'était pas ceux de Alep Ouest. Ca m'intéressait de connaître la chère de la vie etc, mais les tapis de bombe étaient envoyés de l'autre côté.

Que pensez de vous du fait que l'AFP reprenne les informations de l'OSDH ?

Il n'y a pas que l'AFP qui les reprend, il y a beaucoup de gens, car on a peu de sources en Syrie. Forcément on ne peut pas faire confiance au gouvernement qui a pendant très longtemps nié et nie aujourd'hui la réalité de ce qu'il se passe sur le terrain. On est quand même au bout de 6 ans de guerre, et au bout de 6 ans on a toujours le discours de Damas qui dit ce sont des terroristes étrangers, un complot de la CIA, du Mossad, du Qatar et de l'Arabie.

A aucun moment il n'y a même le début du questionnement sur qui sont ces syriens qui font ça, sur ce qu'ils veulent. Pendant longtemps, on avait sur le terrain des comités de coordination locaux qui étaient en général des activistes, avec des infirmiers, des gens qui sont un peu devenus les casques blancs et qui pouvaient vous dire ce qu'il se passait à chaque endroit, et qui étaient assez précis pour qu'on puisse les reprendre parfois ils donnaient nom de famille, âge, c'était assez bien présenté. Petit à petit avec leur disparition, c'est plutôt des militaires qui sont montés en puissance, là on avait soit des porte-parole militaires de l'armée libre ou des différentes factions ou soit de l'OSDH. Sur place, il n'y a quasiment plus d'étrangers, ils nous donnent des chiffres sur les endroits où ils sont, mais en dehors de ça on a beaucoup de mal à avoir des chiffres corrects.

Donc l'OSDH oui c'est un vrai problème, mais malheureusement il n'y a quasiment rien d'autres.

Reprochez-vous d'avoir couvert la bataille d'Alep sous l'angle sensationnaliste ?

Oui sous l'angle commercial, vendeur.. C'est facile de dire tremblez bonnes gens regardez daech comment ils vont lapider cette femme ou un truc comme ça et le même jour par exemple, il va y avoir 100 morts dans un bombardement de Bachar Al-Assad, mais comme c'est le 300^{ème} bombardement ça ne va pas être dans un

journal car ça a beaucoup moins d'intérêt.

Où trouver cette information non sensationnaliste ?

Dans le Monde, dans le Monde diplomatique.... Les journaux un peu plus sérieux. Tout à l'heure vous me demandiez si les médias étaient passés à côté de la complexité de la guerre. Mettre de la complexité c'est une manière de dire au lecteur attends, tu ne vas rien comprendre, je vais t'expliquer alors que si on simplifie, on raconte les choses telles qu'elles sont, sans forcément aller chercher un dispositif géopolitique, stratégique, économique, en disant voilà ce qu'il se passe, c'est l'histoire de Zeinab qui a perdu ses 3 enfants, l'histoire d'un tel sans être forcément sur le terrain de l'émotion. C'est de l'histoire vraie, du vécu qui va permettre à la fois de comprendre pourquoi ces gens se sont rebellés, soulevés et ont dit stop à un moment. Si on raconte ces histoires, on raconte la corruption, on raconte comment tel quartier a été totalement rasé, on raconte des choses à taille humaine, on peut avoir aussi de la sympathie, de l'intérêt, de la curiosité du lecteur. Quand on parle aujourd'hui de Daech sans rappeler par exemple le rôle qu'a eu Bachar dans les années 2003 2004 2007, 2008 sur 4 ou 5 ans dans la formation ou l'établissement des djihadistes en Irak etc. Si on ne raconte pas d'où viennent les djihadistes, d'où vient Bachar, quel est le rôle de son père etc... On ne peut pas prétendre expliquer la Syrie

Que répondez-vous à ceux qui vous accusent d'être dans le romantisme ?

Cette accusation de dire aux gens vous vivez dans le romantisme, ça voudrait dire qu'ils mentent. Cette espèce d'accusation de dire aux gens vous êtes des militants, vous êtes dans le romantisme ça sous entend vous n'êtes pas des journalistes, moi je vais vous expliquer et puis moi finalement je prends l'avion, je vais à Damas et je suis reçu par Bachar, je vous dit qu'il est sympa et qu'il a pas de garde du corps, Dans les deux interviews de Bachar Al-Assad faites par Régis Le Sommier et Georges Malbrunot, on trouve cette espèce de préambule extraordinaire où ils disent que le mec est sympa, et qu'il n'a pas de garde du corps, alors soit la réalité est tout autre soit ils l'a connaissent et ne racontent pas et c'est mal honnête. La réalité c'est que là où il les reçoit, tout le quartier est bunkerisé, vous ne pouvez

pas vous promener dans le quartier si vous n'avez pas été fouillé. Après le type peut sortir sur le bas de la porte et dire j'ai pas de garde du corps, mais y'a aucun immeubles autour. J'y suis déjà allé dans ce bureau, je sais de quoi je parle. Quand on vous dit c'est extraordinaire il est sorti sur le bas de la porte, il n'a peur de rien. C'est comme si vous êtes au fin fond du bois de Boulogne qui est complètement quadrillé par des flics partout, des centaines & des centaines, et effectivement, quand vous déposez la voiture, le type vous dit ok on va se baladez un peu et la vous vous dites, c'est génial il marche dans la rue sans garde du corps, ce type est aimé de son peuple. La réalité c'est que ça fait des mois que Bachar ne sort pas ou est sorti peut être une fois dans un km carré

Concernant la publication des Tweets de Bana, les journalistes ont-ils bien fait de les publier ? Est-ce de la propagande ?

De la propagande? N'exagérons rien. Je pense qu'elle n'était ni téléguidée, ni quoique ce soit. C'est le ressenti d'une petite fille et surtout de sa maman qui twittait avec elle.

N'est-ce pas une faute de traiter le point de vue syrien seulement d'un point de vue émotionnel ?

Quand on veut chercher des histoires citoyennes, intéressantes, très souvent on va vous dire c'est chiant, ça n'intéresse personne, laisse tomber, trouve moi des français daichiste. Donc après on a le fonctionnement de la presse, c'est pour ça que je vous dis qu'il faut plutôt aller vers le monde diplomatique, vers des journaux qui prennent plus leur temps qui ne tombent pas dans le sensationnalisme, qui s'en foutent de la petite Bana, ou de Bachar.

Entretien physique avec Anne Poiret. Elle a réalisé un documentaire diffusé sur Arte qui s'intitule « Syrie, mission impossible ? » (avril 2017)

Quels sont les principaux écueils commis par la presse française sur la couverture du conflit syrien à vos yeux ?

C'est un peu propre à ce genre de conflit, mais il n'y a quasiment pas d'accès. Très peu de journalistes peuvent y aller pour des raisons historiques pour certains, idéologiques pour d'autres. Parce qu'ils ont été côté rebelles avant.

Moi c'est ce que je j'espérais, je n'avais jamais couvert le conflit avant, je voulais aller côté rebelle. J'espérais que mon nom ne sorte pas. Le gouvernement syrien empêche tous les journalistes qui travaillent pour Arte de venir en Syrie. Et côté rebelles, je ne pouvais pas pour des questions sécuritaires.

Envisagez-vous de refaire un doc sur la Syrie en parlant des rebelles ou d'autres acteurs ?

C'est très compliqué à vendre, il faut que ça plaise aux gens. Moi ce qui me plairait c'est de m'intéresser au volet judiciaire. Dans notre documentaire on raconte qu'il n'y aura pas de procès à La Haye. Il y aura des procès en Europe. Des crimes ont commencé à être jugés en Syrie. Des crimes de l'ASL⁸¹. Depuis cinq ans des gens sortent des preuves, je pense à César (ndlr opération César)⁸². Avec tous les réfugiés qui sont arrivés, il y a des criminels de guerre qui sont en train d'être jugés. Ils sont jugés en Suède. Et contrairement à ceux que disent certains conspirationnistes, ce sont majoritairement des gens de l'ASL qui sont en train d'être jugés.

Y-a-t-il des anciens cadres de Bachar Al-Assad qui sont jugés ?

Il y a des débuts de procédures. (...) ASL ce sont des groupes de combattants très divers dont certains ont commis des crimes épouvantables. Pour l'instant c'est beaucoup plus facile de les condamner eux. Il est plus facile d'avoir des preuves

⁸¹ Armée syrienne libre

⁸² Cf le livre opération César de Garance Le Caisne

contre eux. En Suède, beaucoup d'entre-deux sont condamnés à partir de vidéos qu'ils ont eux même postés et dans lesquels on les voit torturer etc... ca sert de preuves.

Entretien téléphonique avec Sammy Ketz, chef du bureau de l'AFP à Beyrouth le 10 avril 2017

Lors des derniers mois de la bataille d'Alep, l'AFP ne s'appuyait que sur des journalistes locaux présents à Alep, n'est-ce pas ?

En 2016, on avait la possibilité d'aller côté gouvernemental. Côté rebelles, il y avait surtout Karam Al Masri, qui travaillait avec des photographes. Côté gouvernemental on avait un photographe, un vidéaste, un journaliste local. Quand c'était possible le journaliste et le vidéaste de Damas y allaient.

Y-avait-il d'autres journalistes français ou vous étiez les seuls à pouvoir aller à Alep au cours des six derniers mois ?

Il y a eu des journalistes français qui y sont allés du côté gouvernemental. Du côté des rebelles, aucun journaliste français ne s'y trouvait.

Quand vos journalistes côté gouvernemental écrivaient des articles sur le gouvernement, fallait-il qu'ils fassent attention à ce qu'ils disaient sous peine de sanctions ?

Du côté gouvernemental, on peut écrire beaucoup de choses mais il faut savoir comment les écrire. Il faut faire attention à ce que l'on écrit, pas dans le sens où vous ne pouvez pas écrire ce que vous voulez, mais il faut écrire d'une certaine manière. On a été la seule agence à avoir la possibilité d'avoir un journaliste qui était du côté rebelle, Karam, et des journalistes du côté gouvernemental. On a donc pu donner une copie qui me semble extrêmement équilibré en tout cas, qui correspondait assez me semble-t-il à la réalité.

Comment avez-vous trouvé la couverture des derniers mois de la bataille d'Alep par l'AFP ?

Je l'ai trouvé équilibrée, absolument ! Il est évident que comme les bombardements se passaient du côté rebelle, la couverture était plus grande du côté rebelle, mais on avait aussi une couverture du côté gouvernemental. A la fois l'avancée de l'armée, quand il y a eu des tirs des rebelles sur le côté gouvernemental, on a pu le couvrir.

Quand vous dites journalistes locaux, on a l'impression que ce sont des journalistes de seconde catégorie, mais pas du tout ce sont des journalistes de l'AFP. La différence avec les journalistes citoyens c'est que ceux-ci ne sont pas payés. On a une relation directe, salariale, commerciale avec le journaliste de l'AFP contrairement à un militant ou un journaliste citoyen.

Au début c'était des journalistes citoyens que vous avez formé et qui sont ensuite devenus des journalistes de l'AFP en tant que tel, n'est-ce-pas ?

Exactement. Par exemple si vous prenez Karam, il a commencé en tant que photographe pour d'autres médias, puis il est devenu photographe pour nous, de photographe il est devenu vidéaste et journaliste. Il couvrait les trois aspects, on l'a utilisé pour les trois activités qu'il faisait.

Comment est-ce que vous recoupiez toutes les informations qui vous arrivaient. C'était facile ?

D'une part, on avait Karam à qui on faisait confiance, on avait également une deuxième source : l'OSDH et d'autres sources sur place. Ces trois sources nous permettaient de travailler sur le côté rebelles. Vous savez c'est un métier totalement basé sur la confiance. Les journaux font confiance à l'AFP parce qu'ils n'ont pas de journalistes sur place, l'AFP fait confiance à ses journalistes et à partir de là il y a une chaîne de confiance. Le jour où la confiance est brisée, il ne peut plus y avoir de rapport. Karam nous l'avons testé plusieurs fois, en commençant d'abord par des reportages, en demandant des informations, en recoupant les informations qu'il nous a données avec celles fournies par l'OSDH auquel nous

faisons confiance. Et à partir de là, je suis sûre que l'on ne s'est pas trompé. On n'a pas fait d'erreurs.

A Alep avez-vous encore des journalistes ?

Oui, on a un photographe et un journaliste qui sont sur place. On a un réseau assez important que nous avons monté petit à petit. C'était compliqué à monter, mais on a des gens côté kurde, côté gouvernemental, côté rebelles. Nous n'avons personne du côté de Daech. Pour tout le reste nous avons des gens de chaque côté qui travaillent pour nous. C'est grâce à ce réseau que nous réussissons tous les jours à couvrir ce conflit qui est extrêmement compliqué et qui demande beaucoup de doigté et de précision pour ne pas se tromper.

Qu'est ce que vous en avez pensé à titre personnel de la manière dont les médias français ont couvert les derniers mois de la bataille d'Alep ? Y avait-il des grosses différences avec ce que vous vous faisiez ? Y-a-t-il eu des gros écueils que vous avez notés ?

Sammy : Personnellement je ne répondrai pas à cette question parce que c'est un sujet extrêmement sensible. Je préfère ne pas répondre à cette question si cela ne vous dérange pas.

Entretien téléphonique avec Omar Ouahmane, correspondant de Radio France à Beyrouth en avril 2017

Quand êtes-vous allé à Alep pour la dernière fois ?

Au printemps 2013

Quelles ont été vos sources lors des derniers mois de la bataille d'Alep ?

Dans les quartiers-Est, les derniers mois étaient difficiles, mais les sources sur place avaient internet par le biais de satellite. Nous sommes dans une zone à 50 km de la Turquie, parrain des groupes rebelles. Tous les moyens mis à disposition des groupes rebelles l'ont été par l'intermédiaire de la Turquie.

Sources : il y avait des gens sur place : activistes, militants, combattants, habitants qui disposent de compte Twitter, Facebook, de téléphone, qui ont whats app. Ce sont des gens que je suivais depuis le début de la révolution, en mars 2011. Ce sont des gens que j'ai parfois rencontrés, croisés sur le terrain.

A Alep Ouest, aussi j'avais des infos. Ce qui est compliqué quand on travaille sur cette question, on essaye d'avoir des informations des deux bords.

Moi en ce qui me concerne, j'ai beaucoup plus de contacts du côté rebelles que dans la zone tenu par le gouvernement.

Comment vérifiez-vous les informations que l'on vous donnait ?

Il suffisait d'avoir plusieurs sources. Je couvre une guerre très compliquée. Une guerre qui a débuté par une révolution, et ça personne ne peut le nier, or le régime de Assad et tous ses alliés, tentent à travers une propagande éhontée de faire passer tous les rebelles pour des terroristes, et faire passer tous les habitants qui restent dans ces zones pour des soutiens de ces terroristes. Or la situation est beaucoup plus complexe. On parle d'un pays qui comptait 24 millions d'habitants, qui a aujourd'hui entre 7 et 8 millions de déplacés qui se déplacent au gré des lignes de front, d'un pays qui a perdu 5 millions de ses habitants qui sont aujourd'hui des réfugiés. Un pays qui a perdu près de 400 000 de ses concitoyens,

dont la très grande majorité, entre 85 et 90% des personnes tuées le sont par le régime et ses alliés : Hezbollah, milices d'Afghanistan, russes etc...

On parle d'un pays qui lorsque l'on va dans ces zones rebelles, tenues par des groupes de moins en moins modérés, il faut le reconnaître. , irakienne, libanaise. On est face à une situation humanitaire catastrophique.

Donc moi en tant que journaliste, j'essaie de voir comment vivent les gens sous les bombes, comment vivent les gens sous le joug de certains groupes (qu'ils soient plus ou moins modérés).

En ce qui me concerne, ce que je fais quand j'ai des infos je les recoupe, même si elles sont en défaveur des rebelles.

Un journaliste n'est pas un militant, je n'essaie pas de défendre un camp contre l'autre.

Il faut être lucide, et surtout honnête.

Malheureusement l'honnêteté, chez beaucoup de gens qui défendent Bachar, est une valeur qui n'existe pas

**Est-ce qu'on est sûr d'être capable de quantifier le nombre de morts ?
Personne ne sait vraiment le nombre de victimes, disparus, blessés**

On ne peut pas quantifier au mort près, c'est impossible.

Ce que l'on sait, c'est que le chiffre que je vous ai donné, c'est un minima. Je vous ai donné un chiffre à minima. C'est à dire que cela ne peut pas être moins, ces gens-là ont disparu où sont-ils ?

Y-avait-il des journalistes français à Alep en freelance ? des occidentaux ?

Concernant les occidentaux présents à Alep, le seul était Bilal Abdul Kareem. C'est clairement un militant. Il est musulman pratiquant. Je l'ai déjà eu au téléphone, il soutient clairement les groupes rebelles.

Par conséquent, est-ce que tout ce qu'il dit peut être jugé crédible du fait que ce soit un militant.

A chaque fois qu'il y a des massacres il faut absolument ne pas se faire manipuler. Première chose. Si on se fait manipuler, c'est que l'on n'est pas bons. Deuxième chose : il faut être honnête. Un journaliste qui n'est pas honnête, n'est pas journaliste, il faut qu'il arrête ce métier et qu'il fasse autre chose. Les citoyens éclairés, quand on lit la presse, on ne prend pas pour argent comptant ce que l'on lit. Il faut tout vérifier. En tant que journaliste, ce qui me révolte le plus, ce sont les massacres. Ceux qui manipulent les chiffres sont malhonnêtes.

Est-ce que l'on peut couvrir le terrain sans jamais y être allé ? (cf Hugo Clément) et que l'on a pas une connaissance hyper précise de ce qu'il s'y passe ?

J'ai du respect pour un jeune journaliste qui s'intéresse à la question syrienne. Ensuite, il est jeune, c'est pas donné à tout le monde d'aller en Syrie. Que ce soit côté rebelles ou que ce soit côté régime. Il faut avoir des contacts. Il est effectivement préférable d'avoir une expérience terrain. Je n'ai jamais eu la chance d'aller côté régime. On peut être manipulé lorsque l'on donne la parole à n'importe qui. Le contact qu'il avait avec notamment Ismaël, moi je l'avais déjà interviewé.

Comment vous trouvez la couverture médiatique de la guerre en Syrie par les médias français ? Est ce que vous la trouvez pas rigoureuse, équilibré

Je trouve que globalement elle reflète la situation en Syrie. Le grand aveuglement c'est l'idée qu'on s'est plantée que l'Europe s'est plantée et que ce sont des djihadistes qui ont fait la révolution. En ce qui me concerne, je vois qu'il y a quelques erreurs, quelques exagérations, parfois des contresens, mais ça reste le reflet d'une guerre. On est face à une situation intolérable.

Entretien physique avec Hala Kodmani, journaliste à Libération, avril 2017

Que pensez-vous de la couverture médiatique du conflit syrien par les médias français ?

Toute la couverture du conflit syrien a été rarement objective de la part de qui que ce soit, c'est évident. Moi je revendique mon engagement, les autres ne le revendiquent pas mais ils sont encore plus partiaux que moi.

Ce n'est pas possible d'être neutre, ce n'est pas le seul conflit, ce n'est pas la première fois. Regardez le conflit israélo-palestinien, ça a été rarement neutre.

Les anglo-saxons sont un peu plus neutres.

Qu'est ce qui fait à vos yeux la couverture du conflit syrien par rapport à d'autres guerres ?

La difficulté d'accès aux terrains, aux interlocuteurs, qui fait qu'on ne peut pas le couvrir directement, on est soumis aux sources indirectes et donc au récit des gens sur place. L'autre spécificité je dirais, c'est qu'il tombe au moment où il y a des machines à désinformations. Cette histoire de ne pas pouvoir vérifier les informations. Sans parler de la presse

Il est exceptionnel, j'avais fait un article dessus l'année dernière, sur le fait qu'on n'ait pas le nombre de morts. On ne peut pas compter les morts, même ça c'est soumis à conflit, c'est instrumentalisé par les uns et les autres.

Est-elle possible alors la couverture médiatique de la guerre en Syrie ?

Il est évident quand moi je pouvais y aller, que j'allais dans les zones contrôlées par l'opposition armée, que je vivais chez les familles et que je rencontrais les gens, j'avais un point de vue, et que celui qui va au centre de Damas, qui est coché par le ministère de l'information du régime, qui ne parle pas l'arabe, et qui est accompagné partout, ne peut pas avoir le même point de vue

L'accès au terrain n'a pas été finalement la solution.

Tous les journalistes ces deux dernières années vont du côté des zones contrôlées par le régime, ils ne sont pas libres, ne vont pas où ils veulent, ils sont accompagnés d'un traducteur.

Moi pour mon information je suis tout, de facebook, des sites du gouvernement, des sites de l'opposition, les réseaux sociaux des uns et des autres et les comptes Twitter des uns et des autres. Tout et mêmes leurs alliés respectifs : Turquie, Iran, Russie

Tout est en arabe. Je vois ce qu'ils font passer comme infos.

Quoiqu'on raconte c'est un élément absolument fondamental, qui change tout : l'accès à une information et des points de vue et des positions.

Sur place quels sont les gens qui vous informent ?

J'ai des journalistes partout. Dans un conflit aussi féroce, où les opinions sont vraiment tranchées, on se contente des intermédiaires d'informations de tous les côtés.

Comment un lecteur lambda peut faire pour s'y retrouver. On a des informations qui viennent de tous les côtés. Il faut tout lire ? Tous se complètent ?

Se complètent ou se contredisent !

Ca ne pose pas un problème que tout se contredise ?

Non c'est la pluralité. Quand il y a des faits objectifs, tout le monde se retrouve dessus. Après tout le jeu de la couverture médiatique du conflit, ça n'a pas été d'interpréter différemment ça ou ça. Ça a été de mettre l'accent sur les faits.

Par exemple sur Alep. Il y avait les feux de projecteurs sur les atrocités, sur les bombardements, le siège, la fin, les victimes civils et de l'autre côté ceux qui disaient, « mais non, on en fait trop, mais non y'a pas autant de civils. » De toute façon qu'il y en ait 150 ou 300 000 ce n'est pas ça qui fait la différence. Mes chiffres viennent des conseils locaux, civils, en prévision du siège, pour savoir combien de pains et de farines il faudrait, qui ont demandé aux gens de s'inscrire et

chacun est allé inscrire sa famille. Ce n'est pas un chiffre estimé, il y a une base tout à fait crédible.

Est-ce que vous vous servez des chiffres de l'OSDH ?

Le travail d'un journaliste est de recouper. Je prends les chiffres de l'OSDH, mais j'ai d'autres sources très sérieuses que ce soit des organisations de documentation des droits de l'homme ou des sources locales.

Est-ce que vous pensez que les médias français sont passés à côté de la complexité de la guerre ?

Je ne leur en veux pas.

Vous pensez qu'ils ont fait de leur mieux ?

Je ne leur en veux pas. C'est vrai que comme c'est un conflit qui a duré très longtemps, c'est un conflit à tiroirs car y'en a plusieurs en un. Il n'est pas évident de suivre. Le suivi est difficile. Aucun journal ne va consacrer tous les jours des pages au conflit syrien. C'est vrai que l'absence de suivi fait que les gens ont été largués. Le gros travail qu'on a fait notamment au moment d'Alep, c'est qu'on a fait souvent des décryptages, des questions réponses sur les questions que se posaient les gens et qui faisaient débat.

Est-ce que c'est justement pour pallier au manque de pédagogie des médias ?

Hala : Non ce n'est pas nécessairement un manque de pédagogie. Les médias traitent de l'actualité, vous ne pouvez pas leur demander... C'est pour ceux qui ont envie de comprendre et de revenir aux origines, c'est vrai que il n'y a pas.

Y- a -t-il eu un manque de rigueur de certains médias ?

Bien sûr il fallait bien dire la partie Est d'Alep. Moi systématiquement, j'écrivais les quartiers Est d'Alep. Bon ça c'est le minimum. Et c'est vrai que pour aller plus vite, on a parfois parlé d'Alep. Dans les titres on va parler d'Alep. Et c'est vrai Alep Est. Tous les trucs c'était de jouer sur les chiffres. *(En parlant ici du nombre de combattants issus de groupes islamistes présents à Alep Est)*

La j'ai vraiment aucun moyen objectif de vérifier. Je le reconnais. Je veux ni croire à la propagande russe parce que je sais pourquoi elle dit ça, ni croire vraiment les rebelles ou les autres qui me disent telle ou telle chose parce que l'on a pas les moyens de vérifier et que je n'ai pas de sources même sur place fiable.

Mais l'honnêteté c'est de dire ça. Le journaliste peut très bien dire, nous n'avons pas de sources fiables.

N'y-a-t-il pas un problème alors derrière le mot « rebelle » ? On ne sait pas vraiment qui on met derrière ?

Bien sûr, c'est même l'essentiel du problème.

La division, les jeux d'influence des pays auprès des uns et des autres.

Manque d'explication ou simplification ?

A un moment il faut simplifier, c'est déjà très compliqué. Moi j'estime que pour comprendre l'essentiel, il ne faut pas aller se perdre dans les détails.

Il n'est déjà pas évident de maîtriser qui est avec qui, les alliances qui se font et se défont sur le terrain. Ce n'est peut-être pas la peine de mentionner les noms de chaque brigade, et qui est avec qui et qui a retrouvé qui.

C'est barbare tous ces noms, un lecteur s'y perd.

Il faut à un moment se demander : qu'est ce que je veux faire comprendre ?

Quel est mon angle ? Quel est le message que je veux faire passer ?

Est-ce que tous les journalistes qui parlent de la Syrie ont la légitimité d'en parler ? Faut-il être aller sur le terrain ?

Pour moi le minimum, couvrir la Syrie ou ailleurs c'est avoir une connaissance, ce n'est pas avoir demandé à la documentation quelques trucs trois jours avant le départ. Ce n'est pas la veille d'écrire l'article que l'on découvre qui est qui. Il est certain que la connaissance du dossier, du terrain, au moins du dossier, la langue (...) Il faut avoir suivi les événements, et c'est pas évident

Connaître la langue c'est mieux. Ne pas aborder les choses en journaliste, touristes c'est fondamental.

Concernant les tweets de Bana, la jeune fille de 7 ans, beaucoup de journalistes les ont relayés, cela ne pose-t-il pas un problème ?

Humaniser la guerre : mon principale filon. Même quand j'allais en pleine guerre, je mettais l'accent sur la vie des gens. Comment on vit la guerre : ça rapproche, ça crée de l'empathie

Est ce que certains médias n'ont-ils pas trop suivi la position diplomatique de la France, si tenté qu'il y en ait une ?

Non, ce qui est intéressant, c'est qu'entre le début et la fin, on a changé de gouvernements, de ministres. Il est certain que les lignes de fracture ce n'est pas entre la droite et la gauche. Il y a des divergences à l'intérieur de la gauche et à l'intérieur de la droite. Juppé et Fillon ce n'est pas la même chose sur la Syrie.

Je ne pense pas que les journaux aient suivi la position diplomatique de la France. Regardez France Télévisions, c'est le service public. Au contraire, ils ont été les premiers à diffuser tout ce qui était contre-courant. Jusqu'à la contre-vérité.

Entretien téléphonique avec Franck Genauzeau, chef du bureau de France 2 au Moyen-Orient.

Quand vous êtes allé à Alep en octobre, est-ce que vous avez pu vous déplacer uniquement dans les quartiers tenus par le régime à l'époque ?

Oui, c'était pour nous inenvisageable d'aller dans les quartiers tenus par les rebelles, pour des raisons sécuritaires.

A-t-il été difficile pour vous d'obtenir une entrée sur territoire syrien ?

C'est toujours difficile, mais je suis allé treize fois en trois ans côté Damas. On a un accès un peu plus simple aux personnes qui prennent des décisions, mais c'est toujours compliqué les relations avec le ministère de l'information syrien. Ils sont rarement satisfaits de ce que l'on fait. Parfois ça prend beaucoup de temps de renégocier un droit d'entrée avec eux.

Est ce que vous pensez que le fait que le régime syrien décide de votre accès au terrain conditionne vos reportages. Est-ce que vous vous dites, je vais faire attention à ce que je dis sinon je ne reviendrais plus ?

C'est un paramètre qu'il faut avoir en tête. Il est hors de question de transiger pour nous sur la retranscription de la réalité du terrain à laquelle on est confrontée quand on y va. On ne transige pas avec la qualité journalistique pure des sujets qu'on fait là-bas. Moi je considère que c'est important d'aller du côté du régime syrien et que ça nous permet de voir des choses et de comprendre des choses. Ce n'est pas l'avis de tous mes confrères. A partir de là tu as deux solutions :

La première fois que tu y vas, tu te fâches avec eux quand il ne te laisse pas filmer ce que tu veux, et tu es certain de ne jamais y retourner, je ne crois pas que c'est la bonne technique. Tu n'auras plus accès au terrain et ne plus avoir accès au terrain c'est se couper d'une partie de la population, d'une des parties importantes dans ce conflit.

Sans transiger sur la qualité éditoriale de nos sujets, il faut savoir quand tu es avec eux sur le terrain faire preuve d'un peu de flexibilité, ça ne veut pas forcément dire évidemment encore une fois modifier ce que tu as envie de dire sur les sujets, mais ça peut vouloir dire quand " ils te disent, on t'emmènerait bien la bas parce qu'il y a une situation intéressante", de ne pas dire non, dire oui ok allons-y. Après tu utilises ou pas cette partie dans ton reportage, Tu ne l'utilises pas et tu en discutes avec eux. Il faut être aussi à l'écoute de ce qu'ils te racontent et accepter d'aller au départ dans des zones où tu n'avais pas envie d'aller.

On essaye de maintenir une espèce d'équilibre entre une forme d'ouverture à ce qu'ils ont envie de raconter et de l'autre côté une intransigeance totale avec ce que nous on a envie de raconter dans nos sujets. C'est un équilibre qui n'est pas facile. On a été interdit de séjour en Syrie à plusieurs reprises à cause de nos reportages qui ne leur plaisaient pas mais on a tjrs réussi jusqu'ici à trouver les relais en Syrie au sein du régime pour leur expliquer que malgré tout il était important de continuer à avoir des équipes occidentales et des Françaises de ce côté la du conflit.

Concrètement sur le terrain comment est-ce que ça se passe niveau accompagnants, traducteurs ?

On a notre propre traducteur qui fait office de fixeur, on y tient car ça nous permet d'avoir une sorte d'indépendance. C'est quelqu'un d'ultra-honnête qui ne nous cache rien sur les traductions et les situations.

Ils t'adjoignent un responsable du ministère de l'Information mais ce n'est pas systématique mais ça peut arriver dans un certain nombre de circonstances.

A Alep, il y a un agent du ministère de l'information qui nous accompagne. Ça nous est arrivé que cette personne fasse suffisamment confiance à notre traducteur pour nous laisser nous balader seule. Effectivement avoir quelqu'un avec soi comme ça, ça complique évidemment un peu le travail.

Quel est le rôle de cette personne ?

Elle sert à deux choses :

- Un rôle de facilitateur d'entrée. En Syrie, t'as un checkpoint tous les 500 mètres donc si tu te ballades avec une équipe d'inconnus qui trimballent une équipe de reporters occidentaux tu vas pas aller loin. Il faut quelqu'un qui te fasse passer dans tous ces check points et qui te fassent rentrer dans tous les endroits où il est difficile de rentrer.
- 2^{ème} rôle : évidemment un rôle de surveillance voire de censure. Quand tu as quelqu'un avec toi sur le terrain, ils vont tenter de t'orienter en fonction de ce qu'eux connaissent du terrain. A toi de savoir déjouer ces pièges-là. A toi de savoir de temps en temps réussir à donner la parole à des gens une fois que la caméra est éteinte. Il y a des façons de rassurer les gens. Il est clair que le « minder », la personne envoyée par le ministère de l'information a aussi pour rôle de contrôler ce que tu fais. Je n'ai strictement aucun doute là - dessus.

Comment faisiez vous pour vous informer quand vous n'étiez pas sur place ?

On avait pas mal de contact au sein de la population à Alep dans les quartiers qui étaient assiégés par le régime. Et on avait réussi à maintenir un fil, une ligne directe avec certaines ONG qui continuaient à y travailler. Au mois de Novembre on a fait un sujet avec l'ONG syrienne Charity, ong française qui continuait à financer à l'époque des ambulances à Alep Est.

On maintenait des sources d'informations des deux côtés en les maniant avec la prudence qui convient quand tu n'es pas directement sur place et que tu n'as pas assisté aux événements.

On avait des contacts des deux côtés, ça ne peut pas être autrement si tu veux travailler de façon neutre.

Concernant Pierre Le Corf, vous en parlez dans un reportage. Est-ce que vous avez reçu des critiques après avoir réalisé ce reportage ? Sur place vous avez-t-il confié ses convictions politiques ?

Que tu fasses un sujet avec les ambulanciers de Syria Charity, ou un sujet avec l'armée syrienne de l'autre côté dans tous les cas les gens qui sont impliqués, orientés, les gens qui ne sont plus des observateurs vont critiquer ton sujet.

Ca n'a pas raté avec le sujet dont tu parles. Pierre Le Corf ne nous avait pas du tout caché ses opinions profondes sur le conflit. D'ailleurs ça apparaît dans le sujet. Il ne nous avait pas caché ses convictions pour le régime de Bachar, est-ce pour cela qu'il fallait renoncer à l'interviewer ? Je ne pense pas. Au nom de quoi on déciderait nous médias français de censurer un citoyen qui vient aider. Dans un conflit. Parce qu'il a choisi d'aller du côté du régime plutôt que des rebelles.

Il me semblait que c'était intéressant et que ça apportait quelque chose de suivre ce garçon car son engagement humanitaire était réel. J'ai longuement échangé avec lui. A Alep Ouest aussi il y avait des gens qui mourraient et des urgences humanitaires Je ne vois pas en quoi cette conviction là nous obligerait à le censurer. Le point de vue qu'a Pierre Le Corf dans ce conflit n'est pas minoritaire du point de vue de la population française ou des pays occidentaux.

Je t'assure, en France, pas loin d'un tiers de la population pense ça. Dire mieux vaut soutenir Bachar et finir cette guerre plutôt que de voir le régime s'effondrer

Quand vous dites il y a des gens qui meurent aussi à Alep Ouest, est ce que vous avez l'impression que les médias n'ont pas traité de manière équilibré ce conflit mais ont favorisé un camp plutôt qu'un autre ?

Probablement qu'il y a eu des déséquilibres pendant tout le conflit. Ils sont souvent liés au fait que la possibilité de travailler pour les journalistes était réduite d'un côté ou de l'autre

Pendant les premières années du conflit, il y avait très peu de journalistes occidentaux qui étaient autorisés à aller côté régime

Résultat l'attention a été focalisée sur les reportages côtés rebelles

A partir de 2013, il est extrêmement dangereux d'aller faire des reportages du côté des rebelles et c'est l'inverse qui s'est passé.

Ensuite pour ce qui est d'Alep en soit, nous France2, on a toujours réussi à maintenir grâce à nos reportages à nous cet aspect des choses.

Toutes les chaînes n'ont pas réussi à maintenir cet équilibre. Nous globalement à France 2, on a toujours réussi à raconter toujours ce qu'il se passait à Alep Ouest

sans le mettre exactement au même niveau parce qu' encore une fois les échelles étaient différentes entre les deux. Et encore une fois il y a eu beaucoup plus de reportages sur ce qu'il se passait à Alep Est que Ouest

Quand tu as 6 millions de pers qui regardent JT le soir et que l'on faisait des reportages sur Alep Est, on prenait des insultes de gens qui avaient oublié qu'on avait fait un sujet quinze jours auparavant sur Alep Ouest parce que ces gens ne sont plus des observateurs ce sont juste des militants.

Faut-il aller sur le terrain ?

J'ai eu cette discussion avec certains de mes confrères, tu trouveras parmi les journalistes qui traitent de la Syrie et qui trouve totalement inacceptable le fait qu'on puisse aller faire des reportages du côté du régime syrien.

Cette position est complètement absurde.

Je trouve même qu'elle est totalement absurde et complètement contre-productive sur le plan purement journalistique.

Comment un journaliste français ou occidental peut dire il est hors de question qu'on aille faire des reportages du côté du régime syrien. Le seul poste d'observation qui vaille c'est d'aller du côté des rebelles

C'est d'un simplisme, j'en ai des bras qui tombent qu'il y ait des journalistes qui tiennent ce discours. C'est comme si tu disais il ne faut pas voir à quoi ressemble la Corée du nord, dans les pires années du régime cubain aller à Cuba.

Au contraire il ne faut absolument pas abandonner ces terrains y compris quand c'est compliqué pour les journalistes occidentaux d'y travailler.

Malgré tout il y a tjrs des choses à tirer de ces zones où notre activité est un peu plus difficile. Il y a toujours des choses que tu arrives à montrer et que tu ne pourrais pas montrer si tu n'y allais pas

Ce n'est pas complètement satisfaisant bien sûr.

J'en ai fait beaucoup des pays où la liberté d'informer avait des limites. C'est essentiel d'être des deux côtés. Ceux qui disent moi je n'accepterais jamais d'aller du côté du régime syrien. C'est quasi une faute professionnelle, c'est avoir des œillères. Je suis d'accord que parfois les gens posent un regard critique sur nos reportages je n' pas la prétention de faire des reportages parfaits.

Les syriens qui soutiennent Bachar aujourd'hui ne sont pas minoritaires alors pourquoi ne pas leur donner la parole ; Moi ça me dérange aujourd'hui qu'il y ait des journalistes qui se disent qu'ils sont des militants. Ce n'est pas notre job, ce sont deux jobs différents.

Si tu es un journaliste militant tu n'es plus un vrai journaliste, ça veut dire que tu as un biais que tu défends une cause et forcément les reportages que tu vas offrir aux téléspectateurs sont biaisés et ça me dérange profondément qu'il y ait des gens qui disent, qui affirment, qui se revendiquent comme des militants.

Je comprends que tu puisses être humainement choqué par la situation, que tu aies pu nouer des contacts avec des gens dans la partie rebelle.

Dans le métier qui est le nôtre, il faut toujours garder un certain recul Il y a une vraie rupture aujourd'hui parmi les journalistes français qui couvrent la Syrie entre ceux qui sont devenus un peu des supporters, qui ont embrassé la cause et ceux qui essayent juste de faire leur boulot.

Ce n'est pas une question d'opinions sur le conflit, c'est une question purement déontologique.

C'est une ligne de fracture entre deux façons de pratiquer le métier,

Il n'y a pas une ligne de fracture aujourd'hui entre les pro-rebelles et les pro - Damas

Il y a une ligne de fracture entre ceux qui cherchent encore la neutralité et ceux qui ne la cherchent plus et ne s'en cachent plus.

La ligne de fracture est violente et les débats entre journalistes violents.

Ça m'a mis des coups au moral de voir des confrères qui ont perdu complètement les pédales sur ce conflit. En effet certains sont devenus des partisans

Souvent ces journalistes ne peuvent plus aller sur le terrain. Donc voilà, encore une fois nous, la actuellement on galère pour aller en Syrie parce que le régime syrien n'a pas apprécié nos directs sur l'attaque chimique de Khan Cheikoun.

Donc les gens qui viennent nous faire des reproches en disant « forcément vous êtes orientés », oublient qu'on a fait des sujets sur Alep assiégé, avec des skypes de personnes se trouvant dans ces quartiers, qu'on a récupéré des images de Syria Charity pour faire des sujets complets y compris en ouverture de 20h .

On a tjrs maintenu une forme de neutralité journalistique, y compris dans nos directs

Tu as un peu l'impression que certains journalistes orientés te voient comme un agent de Damas, alors que moi je sais à quel point je me bats avec Damas tout le temps pour obtenir de nouveaux visas, pour réussir à faire en sorte qu'ils se remettent d'un duplex qui ne leur a pas plu. Tout ça demande une énergie dingue, une énergie folle.

C'est plus difficile d'aller à Damas que de faire des sujets via les rebelles.

Bibliographie :

Livres :

- *La question syrienne*, Yassin Al-Haj Saleh, Sindbad, Actes Sud, mai 2016
- *Opération César*, Garance Le Caisne, Stock, 2015
- *Jihad Academy*, Nicolas Hénin, Fayard, 2015
- *Syrie, Anatomie d'une guerre civile*, Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, CNRS Editions, 2016
- *Syrie, Pourquoi l'Occident s'est trompé*, Frédéric Pichon, Editions du Rocher, 2015
- *Guerre en Syrie, le mensonge organisé des médias et des politiques français, tome 1*, François Belliot, Sigest, 2015
- *Les Arabes, leur destin et le nôtre, histoire d'une libération*, Jean-Pierre Filiu, La Découverte, Paris, août 2015.
- *L'Opinion, ça se travaille... Les médias et les « guerres justes »*, Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler, Mathias Reymond, Agone, 2000-2014
- *Déontologie du journalisme, Enjeux éthiques et identités professionnelles*, 2^{ème} édition, Benoît Grevisse, De Boeck Supérieur, 2016
- *Principes du journalisme, Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*, Bill Kovach, Tom Rosenstiel, Folio, 2011

Revue :

- Laurent Teisseire, « Place et rôle des médias dans les conflits », *Revue internationale et stratégique* 2010/2 (n° 78), p. 91-95.

Mémoire universitaire :

- Documenter le conflit syrien hors les murs : comprendre les sources utilisées par les rédactions françaises, Constance Léon, Celsa, 2016

Reportage écrit :

- Dossier *au cœur de la Syrie rebelle*, Hervé Bar, 2012-2013, réalisé en vue du prix Albert Londres.

Rapports humanitaires :

- *Le journalisme en Syrie : mission impossible ?* par Reporters Sans Frontières, publié le 6 novembre 2013.
- *Journée mondiale des réfugiés : les journalistes syriens à l'épreuve de l'exil*, par Reporter Sans Frontières, publié le 20 juin 2016
- *Human Right abuses and international humanitarian law violations in the Syrian Arab Republic, 21 July 2016-28 February 2017*, by Human Rights Council, 10 march 2017
- *Syrie 2016/2017*, rapport annuel d'Amnesty International

Documentaires et émissions :

- Emission le rendez-vous du médiateur intitulée « Envoyée spéciale en zone de guerre » diffusée le 3/3/2016 sur France Culture
- « *Alep : allons-nous laisser faire ?* », Matinale de France Culture, 30/11/2016
- « *Guerre en Syrie : traiter la situation à Alep* », La Fabrique médiatique, diffusée le 3/12/2016 sur France Culture.
- « *Les pièges d'Alep* », Jean-Marc Four, France Inter, 7/10/2016
- *24 heures en question*, émissions du 15 décembre 2016 et du 21 décembre 2016
- Emissions Quotidien présentée par Yann Barthès tous les jours sur TMC
- Les émissions de 28 minutes sur Arte se rapportant à la bataille d'Alep
- Les émissions de C dans l'air sur France 5 se rapportant à la bataille d'Alep

Articles :

- « *Couvrir la guerre en Syrie : mission impossible ?* », Marine Pradel, 13/09/2016 <http://www.slate.fr/story/123205/medias-syrie>.
- « *What is like being a journalist in one of the world's most dangerous countries ?* », Kaetlyn Forde, 19/03/2016,

<http://www.refinery29.com/2016/03/106214/cnn-clarissa-ward-aleppo-syria-undercover-death-road>

- « *Syrie : chassé d'Alep, l'EILL à l'offensive dans les campagnes* », lacroix.fr, 9/01/2014
- « *Reporting From Syria, an American with a Point of View and a Message* », Ben Hubbard, The New York Times, 10/03/2017
- <https://www.afp.com/fr/lagence/communiqués-de-presse/lafp-distinguée-au-prix-varenne-des-journalistes-2016>
- « *Ces milices étrangères qui reconquièrent la Syrie pour Bachar Al-Assad* », par Catherine Gouëset, 7/12/2016, leexpress.fr
- « *Les kurdes d'Alep profitent de l'avancée du régime syrien* », Madjid Zerrouky, lemonde.fr,
- « *La crédibilité perdue de Rami Abdel-Rahman, directeur de l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme* », analyse publié sur le blog Un œil sur la Syrie le 19/12/2014
- « *L'OSDH, source contestée de la guerre en Syrie* », Eugénie Bastié, lefigaro.fr, 9/8/2016
- « *Couvrir Alep, la peur au ventre et le ventre vide* », par Karam Al-Masri et Rana Moussaoui, publié sur le Making-of de l'AFP, le 26/09/2016
- « *Alep : faux et usage de faux* », Pauline Moullot, Luc mathieu, Hala Kodmani, Veronika Dorman, Liberation, 16 décembre 2016
- « *Fausses images et propagande de la bataille d'Alep* », Samuel Laurent et Adrien Sénécat.
- « *La blogueuse syrienne était un étudiant américain* », Chloé Woitier, lefigaro.fr, 13/06/2011.
- « *A Alep, la fillette qui raconte la guerre sur Twitter suscite quelques interrogations* », publié le 7.12.2016 par Big Browser, un blog de la rédaction du journal Le Monde
- « *Syrie : déluge de feu et bain de sang sur Alep* », ladépêche.fr, juillet 2012.

Autres sites utilisés :

- <https://medium.com/lemming-cliff/digital-verification-and-the-battle-for-aleppo-55d004f289d5>
- <http://www.syriahr.com/en/>
- <http://afp.com>
- <http://RSF.org>

Résumé :

Les derniers mois de la bataille d'Alep (de juillet à décembre 2016) semblent avoir été largement couverts par les médias français qui ont envoyé des équipes du côté du régime quand cela était possible. Pour obtenir des informations sur les conditions de vie dans les quartiers tenus aux mains des rebelles, les journalistes français sont passés par leurs collègues de l'AFP présents sur place. Ils ont utilisé les sources de l'OSDH et les réseaux sociaux. Malgré la difficulté d'accéder au terrain, la complexité des acteurs présents dans ce genre de conflit et l'importance de la propagande issue de tous les côtés, les journalistes semblent avoir fait de leur mieux avec le peu d'informations dont ils disposaient. Pour autant, la couverture médiatique est, sur un plan qualitatif, critiquable. Il semble que les journalistes aient souvent propagé une vision manichéenne d'un conflit qui sur le terrain est bien plus complexe qu'il n'y paraît. Le traitement médiatique n'a pas toujours été équilibré vis à vis de toutes les forces en présence. Les paroles des acteurs ont parfois été relayées sans mise en perspective, alors qu'elles méritaient parfois d'être nuancées. Si les critiques ont été rares en public, les langues commencent à se délier et certains ont d'ores et déjà formulé des mea culpa.

Mots clés :

- Syrie
- Alep
- Médias français
- Bachar Al-Assad
- Rebelles
- Réseaux Sociaux
- Couverture médiatique
- Guerre

Glossaire :

AFP : Agence France Presse
ASL : Armée Syrienne Libre.

CICR : Comité International de la Croix Rouge.

OSDH : Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, média syrien basé à Londres.

RSF : Reporters Sans Frontières, ONG.

VDC : Violation Documentation Center, média syrien.